

POBL VREIZH/LE PEUPLE BRETON

N° 617 / 4,00 €

AUJOURD'HUI, ÊTRE LIBRE, C'EST ÊTRE INFORMÉ

JUIN / MEZHEVEN 2015

LE PEUPLE BRETON



KURDISTAN

L'autonomie en marche

B 92009-617-F-4,00 €
 3 789200 904000 06 170

LE PEUPLE BRETON

L'INVITÉ

Les Amitiés kurdes de Bretagne sont nées à Ömürlü

NOUS SOMMES EN MARS 1994, à Ömürlü, petit village de 400 habitants de la ville-district de Mazıdağı, à une trentaine de kilomètres de Diyarbakir (Amed en kurde, considérée comme la capitale du Kurdistan turque), et nous regardons, incrédules, une famille s'enfuir avec ce qu'elle a pu sauver de dessous les décombres encore fumants de son habitation détruite.

L'atmosphère est pesante, les gens ont la peur. Un homme âgé, un agriculteur grattant son lopin de terre, arrive en courant pour nous expliquer que l'armée turque a incendié le village au motif que le maire du village, le *mukhtar*, avait refusé la « protection » des gardiens de village, sorte de forces supplétives payées par l'État turc et chargées de surveiller la population. Quatre mille villages ont été ainsi évacués de force et détruits par l'armée durant deux décennies.

Ömürlü, précise notre interlocuteur, a échappé à une destruction complète, car il abrite un lieu saint, mais le *mukhtar* et quelques autres villageois ont été arrêtés et conduits vers une destination inconnue. Nous lui conseillons de partir, conscients des risques qu'il prend à nous parler, mais il n'en a cure : « Si je vous parle, je risquerai d'être tué, mais vous pourrez dire ce qui se passe ici. Si je ne parle pas, je risquerai d'être tué quand même, mais personne n'en saura rien ».

Convaincre, avant tout

Nous sommes revenus de cette première mission au Kurdistan avec une obligation morale. L'association Amitiés kurdes de Bretagne (AKB), qui s'est appelée un temps Délégation rennaise Kurdistan (DRK), est née de cet instant. Et, depuis vingt ans, nous témoignons.

L'association poursuit ses objectifs, inscrits dans ses statuts : défendre les droits humains dans les différentes parties du Kurdistan et soutenir les revendications du peuple kurde réclamant des droits culturels et politiques.



André Métayer
président des Amitiés kurdes de Bretagne

en allant puiser l'information aux meilleures sources et au plus près de l'action.

Nous envoyons chaque année à cette fin une ou deux délégations chargées de missions d'observation (observation des élections, par exemple) et d'organisation de projets à caractère socioéconomique. L'opération Ben Ü Sen, qui s'est déroulée sur trois ans, est un exemple parmi d'autres.

Ben Ü Sen est un quartier autoconstruit de Diyarbakir, pauvre mais solidaire et autonome, abritant des réfugiés venus des villages de montagne rasiés par l'armée turque dans les années 1990. Un plan de « réhabilitation » géré par le gouvernement turc annonce sa fin prochaine et sa population sera vraisemblablement disséminée. Les photographes François Legaït et Gaël Le Ny ont réalisé un reportage au long cours sur le mode de vie menacé de Ben Ü Sen.

Les Kurdes apparaissent aujourd'hui comme un socle de raison et de progrès dans ce Moyen-Orient en ébullition. Il leur manque la reconnaissance internationale, mais ils sont en passe de l'obtenir après la libération de Kobané, dont la bataille, qui fut un véritable électrochoc, restera dans l'histoire.

Vers l'autonomie démocratique

L'enjeu n'est pas seulement la défense d'un territoire, le Rojava (le Kurdistan syrien), contre des djihadistes de Daesh, c'est aussi la défense d'un laboratoire qui a mis en place un mode d'organisation démocratique dont les principes de base ont été patiemment élaborés par Abdullah Öcalan, président fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), injustement présenté comme une organisation terroriste, détenu depuis seize ans dans les geôles turques.

C'est pour mettre en place cette politique que toute la mouvance kurde militante de Turquie est aussi réunie au sein du KCK (Union des communautés du Kurdistan). Elle prône la mise en place de conseils de citoyens libres au niveau des communes et des quartiers, elle installe un binôme homme-femme à la tête de toute organisation ou tout service.

Cette politique s'appelle l'autonomie démocratique.

1. Élie Guillou, François Legaït, Gaël Le Ny, Ben Ü Sen, Les Éditions de Juillet, 2015.

sommaire

L'invité

André Métayer, président des Amitiés kurdes de Bretagne... 2

Éditorial

Nil Caoussin
« Construire une force politique pour conquérir l'autonomie »... 5

Santé

Quel avenir pour l'offre de soins de proximité ?... 10-13

Kurdistan

L'autonomie démocratique au Rojava... 23-27
Une diversité religieuse peu commune... 24
L'urgence humanitaire pour les Yésidites... 27

Langue bretonne

La réussite de Gouel Ar'ha !... 5

Enseignement

Danger pour les langues régionales !... 6

Actualités

Sabella D10 : l'hydrolienne bretonne est née !... 7
Brest accueille un mémorial des esclavages... 7

Aménagement du territoire

Renouer avec la vocation portuaire de Nantes... 15

OGM

On a marché contre Monsanto... 16

International

Allemagne : sortir du nucléaire... à quel prix ?... 22
Élections britanniques : la lauer écossaise... 28-29

Pages culturelles

Livres... 30
Livres du mois... 31
Musiques de Celtie... 32
Selaouit... 33



Gael Briand



PAS FACILE d'annoncer à sa famille et à ses amis que l'on part au Kurdistan ! Encore moins quand on précise qu'il s'agit de se rendre en Turquie, en Irak et... en Syrie ! C'est pourtant là-bas que s'est aventurée une délégation de l'association des Amitiés kurdes de Bretagne en avril dernier, délégation à laquelle j'appartenais.

Impossible en quelques pages de retracer tout le peuple, mais il paraissait important de faire partager aux lecteurs du *Peuple breton* cette belle expérience et de parler de ces gens heureux, vivants et libres. Car ce que nous y avons vu, c'est l'espoir !

Le Kurdistan syrien, appelé « Rojava », est aujourd'hui un territoire sans État officiel. Au quotidien, la société applique les principes d'« autonomie démocratique » d'Abdullah Öcalan.

Pour beaucoup, la guerre au Kurdistan est une guerre de plus. Pour nous, il s'agit au contraire d'une guerre d'un genre nouveau, qui dépasse les simples volontés d'expansion ou de pillage de richesses. Ce n'est pas non plus une guerre de religion. Non, la guerre au Kurdistan, c'est une guerre d'idéologies.

Juin/Mezheven 2015

Comme les raisons de ce conflit sont souvent décrites comme une lutte antisystème, des milliers d'Occidentaux, la plupart récemment convertis à l'islam, ont rejoint les rangs de l'État islamique, aussi appelé Daesh. Un attrait qui n'est pas anodin et qui témoigne d'une rage envers ce fameux « système » aussi oppressif qu'invisible. Seulement voilà, arrive sur le front, les propos des soldats kurdes des YPG éblouissent sans appel : « L'État islamique, c'est le système ».

Ainsi que les Kurdes portés de lourdes attaques contre l'État islamique, ce dernier se concentre de plus en plus sur le régime syrien et l'armée irakienne. Falmire aux mains des islamistes, c'est la route pour Damas qui se dégage... Avec pour prochaine cible le Liban et la Jordanie ?

A contrario, l'utopie qui est testée au Rojava est peut-être une voie démocratique dont devraient s'inspirer nos « démocraties » occidentales. L'objet de ce numéro est justement d'expliquer à nos lecteurs en quoi consiste cette « autonomie démocratique ». Un rêve en marche !

Subscription permanente

Les militants politiques qui perdent espoir ne sont pas rares. Il faut en effet être solide pour supporter d'être paillard, d'être marginal. Gardons pourtant à l'esprit que seul le temps donne sa dimension aux projets ! Et de ce point de vue, *Le Peuple breton* continue, depuis cinquante ans, à recevoir des dons de la part de ses lecteurs. Mieux encore, les jeunes générations prennent (en fonction de leurs possibilités) le relais... et perpétuent (à leur façon) le combat d'un journal unique en son genre. C'est que vous, lecteurs, avez compris qu'être Breton ne dispense pas d'avoir des convictions. *Le Peuple breton* est un titre provocateur pour l'État dans un contexte où ce dernier ne reconnaît pas les minorités qui le composent. Provocateur, et pour autant, sa ligne est ouverte et son esprit inclusif. Ne craignez donc pas les jugements, n'ayez pas peur de le montrer, de le faire découvrir autour de vous. Car un *Peuple breton* averti, c'est d'abord un *Peuple breton* ouvert !

Alain Le Morvan, La Fontaine-Mallot, 10 € ; Jean Quintin, Saint-Nazaire, 5 € ; Jean Le Guellaic, Quengat, 5 € ; Gérard Chevalier, Angers, 30 € ; Jean-Yves La Cure, Clohars-Fouesnant, 10 € ; Michel Beaupré, Nantes, 20 € ; Jakez Loeur, Trégastel, 30 € ; Lolo Brossier, La Chapelle-sur-Erdre, 5 € ; Lolo Le Guillouzer, Trégastel, 10 € ; Michel Le Roy, Trégastel, 10 € ; Jean Lecourt, Rennes, 20 € ; Michel Durand, Dinan, 30 € ; Jean-Yves Le Cor, Saint-Brieuc, 5 € ; Jean-Pierre Le Montreir, Ploubezre, 20 € ; Joël Martin, Saint-Malo, 40 € ; Gilbert Peron, Ouessant, 10 € ; Hervé Caoulat, Orgères, 5 € ; Jean-Luc La Clac'h, Trégastel, 10 € ; Fanch Peru, Bernet, 10 € ; Michel Le Gall, Saint-Quentin-Brau, 40 € ; Christian Guyonvarc'h, Guipavas, 10 € ; Yves Lebahy, Saint-Noël, 15 €.

Total du mois : 325 €
Total de l'année en cours : 2 346 €

Couverture : Sabine Comès, photo Gael Briand / *Le Peuple breton*
Le Peuple breton paraît le premier jour ouvrable du mois.
Le Peuple breton - Rédaction: BP 1 - 29600 GUILLEC'HOU

Votre courrier

La démocratie selon nos technocrates

Vous aviez signalé dans votre numéro de mars le fait que l'Ille-et-Vilaine et la Loire-Atlantique allaient tester la dématérialisation de la propagande électorale ; cela semble bien être le cas puisqu'à quatre jours des départementales nous [n'avions] reçu ni professions de foi, ni bulletins de vote. Les deux formations les plus puissantes – [celle] au centre et à droite et le rassemblement PS-EELV et Radicaux de gauche – sont les seules à avoir mis un programme dans les boîtes aux lettres. Quant aux panneaux électoraux, ils servent surtout à montrer la tête des candidates et candidats, mais sans rien dire de leur programme.

La démocratie selon nos technocrates consistera donc à nous obliger à aller chercher l'information en ligne, que l'on maîtrise la technologie ou non, et que l'on ait ou non les moyens de se connecter. Sinon, on n'a qu'à s'abstenir ou, si l'on est un bon citoyen, à voter pour n'importe qui, jusqu'au moment où il n'y aura plus de bureaux de vote.

[...] Le nouveau découpage tient du charcutage électoral. La faiblesse relative du peuplement de certains secteurs permet au gouvernement de dire que le nouveau système est plus « juste », autre manière de dire que les zones rurales seront encore plus méprisées qu'elles le sont actuellement, et bientôt phagocytées par des « métropoles » sans doute nourries par une agriculture « dématérialisée », ou pour le moins déshumanisée.

Jean Voisin,
Bouée (44)

lepeuplebreton.bzh : un nouveau site d'actualité

L'histoire du *Peuple breton* débute en 1964, lorsque l'Union démocratique bretonne décide en parallèle de sa fondation de créer un journal qui puisse contourner la centralisation médiatique et la censure.

En 2015, forcée est de constater qu'Internet est incontournable et nous réfléchissons depuis quelque temps au moyen d'y apparaître pour compléter la version papier (voir dossier du numéro de mai). C'est aujourd'hui chose faite avec le site lepeuplebreton.bzh créé par Arno Mahé à partir de logiciels libres.

La France est centralisée. C'est un fait avéré que son administration, les sièges sociaux de ses entreprises, ses infrastructures, ses hommes et femmes politiques, bref, l'ensemble du « système France » est centralisé. Mais plus encore que tout le reste, ses médias sont centralisés. Si bien que des partis inexistantes en Bretagne sont plus médiatisés que l'UDB car ils disposent d'une figure nationale, d'un leader arpentant les plateaux de télévision. *Le Peuple breton* se veut un organe de résistance vis-à-vis d'un rouleau compresseur médiatique qui estime que « si ça ne se passe pas à Paris, ça n'a pas d'importance ».

L'objectif premier de ce site est de créer le débat, de produire une analyse à partir d'idées et de convictions. Nous avons donc pris le parti de conserver le mensuel papier davantage pour la réflexion de fond et de créer ce site d'actualité qui, nous l'espérons, montera en puissance.

Comme le disait Morvan Lebesque dans nos colonnes, il y a bien longtemps : « Au niveau des pays comme des peuples, [la révolution] s'exprime par un cri, l'éternel cri des peuples adultes : Nous-mêmes ! » C'est cette philosophie qui préside à nouveau à la création de ce site : créons nous-mêmes les outils qui nous manquent !

La rédaction



4

Le Peuple breton - Juin 2015

La réussite de Gouel Aïta !



Gouel broadel ar brezhoneg a signé son grand retour cette année les 23 et 24 mai à Tremargad. L'occasion pour le collectif Aïta ! de fêter dix ans de militance et d'actions en faveur de la langue bretonne.

Un atelier de signalétique du bourg en breton était proposé dès le samedi matin, une action appréciée des participants. La journée s'est poursuivie dans une ambiance festive, avec le « Kan 'bar bistro » où se mêlaient musiques bretonne, irlandaise et galicienne. Le premier chapitre de la Gouel Aïta s'est achevé par un concert du Catalan Pirat's Sound Sistema, un groupe de Barcelona.

Le dimanche, on a pu assister à une conférence très intéressante de Xavier Renou, cofondateur du collectif des « Désobéissants ». Aïta ! s'est justement inspiré de la désobéissance civile en organisant ses actions « non violentes actives ». Le Tremargad kafe a ensuite accueilli plusieurs personnalités bretonnes pour débattre sur le thème « Désobéir pour la langue bretonne : SAB, Aïta !... et après ? ». Quelques « anciens » d'Aïta ont également pris la parole, dont Tangi Gicquel, fondateur du collectif.

Un fest-noz du tonnerre et de nombreux concerts attendaient ensuite les participants, avec les groupes 'Trouz an noz, El Maout, Le Bour-Bodros Quintet et beaucoup d'autres.

Les nombreux bretonnants présents ont pu ainsi démontrer que la langue bretonne est bien vivante et qu'elle mérite une meilleure reconnaissance.

« Hep brezhoneg, Breizh ebet ! »

Trefina Kerrain

Édito



Construire une force politique pour conquérir l'autonomie

L'Union démocratique bretonne a décidé de sa stratégie pour l'élection régionale de décembre 2015. Le 8 mai, les adhérents, réunis en convention, ont fixé comme priorité « la constitution d'une alliance portée notamment par l'UDB qui rassemblera d'autres groupes ou personnalités du mouvement breton, des écologistes de terrain, des forces politiques progressistes et des citoyens engagés qui se retrouveront dans une aspiration à dépasser le centralisme pour faire vivre la démocratie en Bretagne [...] ».

L'élection régionale est un moment à part pour l'UDB, sans doute le plus important du point de vue symbolique, puisque c'est à l'échelle de la Bretagne que nous envisageons l'autonomie. La stratégie suivie n'est pas donc pas un choix de circonstance : pour l'UDB, c'est au contraire un choix central, presque existentiel.

L'Union démocratique bretonne compte quatre élus dans la majorité du conseil régional de Bretagne administrative. La solution la plus sûre pour avoir une chance de conserver ces places aurait été de former, pour la première fois dans l'histoire du parti à cette élection, une liste commune avec le Parti socialiste. Du point de vue de l'orientation générale de la politique de la Région, un tel accord aurait été concevable : si des sujets de divergence existent entre les élus de l'UDB et la majorité à laquelle ils participent depuis 2012, force est de reconnaître que cette majorité a porté des propositions comme l'Assemblée de Bretagne et le droit des habitants de la Loire-Atlantique à se prononcer par référendum sur la réunification. La politique linguistique, la politique des pays et la volonté de péréquation entre eux réalisées sont des

politiques qui méritent d'être poursuivies et amplifiées.

Mais c'est bien là que le bât blesse : la France est restée centralisée, et la concentration des ressources publiques s'est même accrue avec les baisses successives des dotations d'Etat aux collectivités et le projet de Grand Paris. La réforme territoriale a révélé la défiance qu'inspirent les citoyens à l'Etat central. Quelle que soit la bonne volonté de la Région, elle est très limitée – et le sera probablement plus encore – dans ses moyens d'action, et le territoire actuel n'inclut toujours pas le département le plus peuplé de Bretagne.

Si, en 2012, le courant fédéraliste français pouvait espérer participer aux réformes à la suite de l'alternance à gauche, il apparaît évident aujourd'hui que toute avancée ne pourra être obtenue que par un rapport de force, rapport de force que les partis hexagonaux ne peuvent pas par nature assumer.

Quelle meilleure occasion que l'élection régionale pour le construire ? En proposant au peuple breton un véritable projet politique de gauche, un projet d'espoir, nous pouvons, maintenant en 2015, créer une force politique capable de peser par son dynamisme sur la vie politique bretonne et française. Nos partenaires du PNC ont su le réussir en Corse avec le rassemblement Femu a Corsica, ceux d'Eusko Alkartasuna au Pays basque y parviennent également au sein de la plate-forme EH-Bai, et Unser Land a fédéré, en Alsace, celles et ceux qui n'acceptent pas la disparition de leur région dans un « Grand Est ».

L'UDB peut être le noyau d'une force équivalente en Bretagne. C'est le moment ou jamais d'adhérer et de faire adhérer !

Niil Couissin

5

Le Peuple breton - Juin 2015



Iffig

— a entendu que le ministre de l'Éducation nationale voulait fermer les classes bilingues et les classes européennes au collège, car jugées « élitistes ».

— se dit que, pour niveler, le ministre trouve plus facile d'abaisser le niveau des « bons » élèves que de donner plus de moyens à ceux qui ont plus de difficulté !

— a été surpris que Denis Jaffré, apiculteur à Lormélar, se voie intimer l'ordre par courrier recommandé de retirer ses ruches du toit de la mairie de Landivisau !

— a vite compris que cette décision était liée à l'opposition au projet de centrale à gaz assumée par l'apiculteur. A Landi, les abeilles sont donc un marqueur de la liberté d'expression...

— note qu'en Catalogne on peut être une militante antixpulsion et gagner la mairie de Barcelone.

— se dit que rien n'est perdu pour l'UDB à Nantes, Brest ou Rennes !

— apprend que 200 agents de Pôle emploi vont être affectés à la chasse aux chômeurs (qui pourtant ont cotisé).

— gage que ce seront ces agents qui paieront pour les petites phrases assassines de M. le Ministre du Travail. Encore une injustice !

— a pensé à Christine Boutin après le référendum irlandais sur le mariage homosexuel qui a vu le « oui » l'emporter à 62,1 %. Décidément, Dieu ne le ménage pas !

— avait écrit à *Ouest-France* à propos du hors-série *Enfin libres !* présente comme traitant « de la libération de la Bretagne [et] des Pays de la Loire... en 1945 ».

— a constaté que le quotidien a refait sa pub et parle désormais des « poches de résistance allemandes de Brest, Lorient, Saint-Nazaire » sans mentionner les régions.

Enseignement

Danger pour les langues régionales !

La réforme du collège, menée tambour battant par le ministre de l'Éducation nationale (en trois semaines !), a déclenché beaucoup de commentaires, très contrastés. On a beaucoup entendu ceux des réactionnaires de tous bords, partis en croisade contre la réforme au nom des langues anciennes, qui ont trouvé d'ardents défenseurs, et aussi de la défense du « roman national » dans les cours d'histoire. Le *Peuple breton* a trouvé d'autres motifs d'insatisfaction...

Ceux des enseignants qui se sont opposés à cette réforme l'ont fait pour des raisons liées notamment à un alourdissement de leur charge de travail, à la réduction des moyens et à la dilution des enseignements, particulièrement celui des langues, sous couvert de « permettre d'assurer la réussite pour tous » (François Hollande). La réforme repose en effet sur le parti pris de dispenser à tous les élèves le même enseignement.

On a donc supprimé les options, ainsi que les classes européennes et bilingues. Le projet prévoit que tous les élèves du cycle 4 (de la 5^e à la 3^e) devront bénéficier d'enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI), prélevés sur les horaires dévolus à chaque enseignement portant sur au moins six des huit thématiques interdisciplinaires mentionnées dans l'arrêté, ceci à raison de deux EPI différents au moins par année.

Parmi ceux-ci figurent « Langue et culture régionale » (ou « Langue et culture de l'Antiquité »). Le choix de la langue régionale se ferait donc désormais seulement au niveau de la classe de 5^e (une heure en 5^e et deux heures en 4^e et 3^e). Ce qui implique une rupture au niveau de la 6^e et beaucoup d'incertitudes quant au choix de ce module, qui sera décidé par le chef d'établissement et le conseil pédagogique de chaque établissement.



Au total, l'impact de ces changements pourrait s'avérer considérable pour les enseignements optionnels de langue régionale. Pour mémoire, dans l'académie de Rennes, l'option breton dans le second degré public concerne 2 800 élèves environ, pour environ 800 élèves en bilingue.

Une nouvelle centralisation

À terme, c'est l'environnement favorable à la pérennité des langues régionales, bilingue compris, qui pourrait être mis en péril. D'autant que l'enseignement du breton ne serait plus l'objet de moyens hors dotation globale horaire (DGH), sauf si la convention spécifique (dont on attend toujours la signature) les rétablit.

Au final, c'est une nouvelle centralisation de l'enseignement qui nous est ici imposée, loin de l'autonomie annoncée, et qui se traduira par une plus forte hiérarchie et une concurrence accrue à l'intérieur des collèges et entre eux.

Un grief de plus contre ce gouvernement, de moins en moins à gauche, qui a poussé la provocation en publiant au *Journal officiel* le décret et l'arrêté de la réforme le lendemain de la grève du 19 mai. Une grève plus suivie que ce qu'on prétendit le ministère et les médias...

Naig Le Gars

Actualités

Sabella D10 : l'hydrolienne bretonne est née !

Les 24 et 25 avril, son inauguration puis une journée « portes ouvertes » ont permis à plusieurs milliers de personnes de découvrir l'hydrolienne Sabella D10. Une technologie « made in Breizh ».



Dix-sept mètres de haut, 450 tonnes, un belle bête pour tester l'idée en situation réelle.

Quinze ans... Il aura fallu quinze ans aux concepteurs de l'hydrolienne Sabella D10 pour transformer une idée géniale en réalité. L'idée : produire de l'électricité de façon prédictible à partir d'une source d'énergie naturelle et renouvelable, les courants marins. La Bretagne se souvenait qu'elle avait eu des moulins à marée...

Au départ, il y eut le cabinet d'études Hydrohélix Energies, créé à Quimper autour de Jean-François Daviau et Hervé Majastre, deux ingénieurs issus, pour l'un, de l'industrie pétrolière, pour l'autre, du monde des barrages. Aujourd'hui, c'est Sabella SAS, un consortium qui a permis d'adopter d'autres sociétés bretonnes : Dourmap (Brest), Sofresid ouest (Le Relec-Kerhuon), In Vivo Environnement (Fouesnant).

Cinquante personnes travaillent sur le développement de la technologie.

Sabella D10, c'est une hélice de 10 mètres de diamètre - d'où « D10 » -, mais l'hydrolienne fait au total 17 mètres de haut sans l'embase (le socle) pour un poids de 450 tonnes et une puissance maximale d'un mégawatt. Cette belle bête sera posée par 55 mètres de fond dans le Froumeur, entre Molène et Quessant, fin juin si les conditions météo sont favorables. Une occupation temporaire du site pour un an, délivrée par l'État, permettra à l'hydrolienne de satisfaire 25 % des besoins énergétiques de l'île.

Le budget de Sabella D10 : 12 millions d'euros, apportés aux deux tiers par des fonds publics (collectivités bretonnes, État et Union européenne) et pour le tiers restant par des actionnaires privés.

Sabella D10 est un « démonstrateur », ce qui suppose des étapes à suivre dans le développement de la technologie. À l'horizon 2017 d'abord, une ferme-pilote d'une dizaine d'hydroliennes D15 d'une puissance unitaire de deux mégawatts et l'installation d'équipements de stockage de l'électricité. Puis, à l'horizon 2020, ce sont 100 à 200 machines qui devraient permettre à Quessant d'exporter vers le continent plutôt que d'en dépendre.

Sabella a aussi des projets à l'export : Canada, Indonésie... La filière hydrolienne, de la conception à la fabrication, en passant par l'assemblage et la maintenance, c'est plus de 1 000 emplois attendus en Bretagne d'ici quelques années, notamment sur le port de Brest, où un programme d'investissement de 220 millions d'euros est piloté par la Région.

Kristian Guyonvarc'h

Brest accueille un mémorial des esclavages

Quinze ans d'efforts acharnés, c'est ce qu'il aura fallu à Max Relouzat, Breton d'adoption resté très attaché à sa Martinique natale, pour faire aboutir ce projet que d'aucuns ont pu qualifier de fou : ériger à la pointe de Bretagne une sculpture monumentale en hommage aux victimes de l'esclavage.

Monumentale, cette sculpture l'est assurément. Vingt tonnes d'acier, dix mètres de haut, l'œuvre totemique de Marc Morvan, le « pêcheur sculpteur et poète autodidacte », comme il se définit lui-même, impressionne. Désormais posée au bord de la rade de Brest, entre Océanopolis et la future extension du port de commerce destinée à recevoir les éoliennes marines et les hydroliennes en construction ou en maintenance, la sculpture « Mémoires » résonne, face à l'océan, comme un « amer de la liberté ».

Cette sculpture a été financée pour l'essentiel par une souscription populaire. Les collectivités bretonnes (Région, Département, Ville de Brest) et quelques fondations privées ont apporté le complément.

À ceux qui ont critiqué le choix de Brest pour recevoir cette sculpture qui témoigne de la traite négrière et de l'esclavage colonial, à ceux qui l'ont même insulté jusque chez lui (de façon anonyme évidemment), Max Relouzat répond par deux

messages. Le premier est historique (de cette histoire que l'on n'a enseigné guère) et rappelle que Napoléon fit enfermer à Brest, en 1802, 1 500 Haïtiens, Guadeloupéens et Martiniquais qui combattaient le rétablissement de l'esclavage par l'empereur despotique ; 800 y sont morts. Le second message, en résonance avec notre époque hélas, c'est que l'esclavage moderne est une réalité aux multiples formes (travail des enfants, esclavage sexuel, exploitation des migrants...) contre lesquels il faut éveiller et former les consciences.

C'est ce à quoi Max Relouzat et les adhérents de « Mémoires des esclavages » entendent se consacrer dans les années à venir, en prenant appui sur la sculpture pour développer un travail pédagogique avec des établissements scolaires et des communes, mais aussi valoriser le monde ouvrier, car cette œuvre est aussi un hommage au travail manuel.

K.G.

Pour contacter l'association « Mémoires des esclavages » : memoiresdesesclavages.fr et contact@memoiresdesesclavages.fr



Le bagad de Plogastel et la Kevrenn Brest - Saint-Marc ont animé l'inauguration, aux côtés d'artistes antillais et africains.

LA BRETAGNE DE BREST À NANTES

LOIRE-ATLANTIQUE

L'icône du Black Power à Nantes

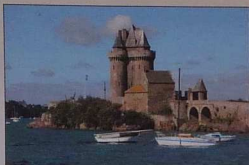
Angela Davis était présente à Nantes à l'occasion de la Journée nationale des mémoires de l'esclavage. Figure de proue du mouvement des droits civiques aux États-Unis, elle été accueillie par la maire au mémorial de l'abolition de l'esclavage. Situé sur les quais de Loire, d'où partirent 1 714 expéditions négrières, cet espace rappelle que Nantes fut le premier port négrier de France. « La violence policière raciste, non seulement aux États-Unis, mais aussi ici en France, trouve ses racines dans l'esclavage », a affirmé l'égérie du Black Power. À travers d'autres engagements, Angela Davis incarne également un féminisme de combat, dans la lignée du « Black Feminism », qui associe les critiques du sexisme et du racisme.



Angela Davis

ILLE-ET-VILAINE

Jet-skis à Solidor : les Malouins disent non !



Nick Weiss, CC BY 2.0

« Nous prenons note de la réaction assez vive des résidents », a déclaré le représentant des Affaires maritimes, et pour cause ! 3 000 signatures en quelques jours, et pas seulement de résidents de la cité d'Aleth et de Solidor (photo), mais de tout Saint-Malo et d'ailleurs. La levée de bouilliers a d'ailleurs amené le maire de Saint-Malo à changer d'attitude et à s'opposer « au développement d'une activité de cette nature dans l'embouchure de la Rance, site étroit et très convoité », rejoignant la position de Henri Gourmelon, qu'il avait au départ rallié. Le conseiller régional UDB avait d'emblée estimé que ce projet était en totale contradiction avec la philosophie du futur parc naturel régional de la Rance : « Le développement durable n'empêche pas celui de l'économie, mais pas en faisant n'importe quoi n'importe où. » La décision finale appartient à l'État, la vigilance demeure.

MORBIHAN

La première plateforme de « cobaturation »



Une belle mobilisation autour d'un projet original.

La lutte contre l'augmentation des tarifs de la desserte insulaire dans le Morbihan avait mobilisé les foules à l'automne dernier et attiré l'attention sur le coût prohibitif des liaisons vers les îles. Face à ce constat, quatre jeunes Plomeurois ont lancé l'idée d'une plateforme de cobaturation. À l'instar des sites de covoiturage et grâce à une campagne de financement participatif, un site internet a vu le jour pour mettre en relation les personnes intéressées : www.cobaturation.bzh. Pour un prix modique, un petit verre, voire sans aucune contrepartie, il est désormais possible de rejoindre toutes les îles bretonnes.

FINISTÈRE

L'ombre de « 1984 »



Pas franchement convaincus par les propositions émissives du gouvernement, 80 personnes, membres de plusieurs organisations et partis politiques, dont l'UDB, ont participé le 4 mai à un rassemblement devant la permanence quimpéroise du député Jean-Jacques Urvoas, rapporteur du projet de loi Renseignement. Confusion entre protection et surveillance, atteinte à la neutralité du Net, légalisation de pratiques liberticides, pouvoir discrétionnaire, toutes formes de contestation surveillées, etc., les griefs sont nombreux. Le texte, adopté le lendemain par l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion au Sénat (jusqu'au 9 juin).

CÔTES-D'ARMOR

Ai'ta ! appelle à la désobéissance civile



Erwan Le Penne-Breton

Samedi 10 mai, une vingtaine de militants d'Ai'ta ! était de retour sur le rond-point du Boutlin, à Lannuon, là où l'aventure du collectif avait commencé il y a déjà dix ans. Une plaque « Brezhoneg, yezh ofisiel » a été apposée, rappelant ainsi que l'obtention d'un statut officiel pour notre langue en Bretagne est une étape indispensable pour pouvoir garantir son utilisation dans la vie publique. Au cours de cette action, le collectif a annoncé le retour de Gouel broadel ar brezhoneg (Fête nationale de la langue bretonne) dès cette année à Tremargad, et appelé tous les Bretons à se saisir des outils de la désobéissance civile pour défendre et promouvoir notre langue dans tous les domaines. *Hep brezhoneg, Breizh ebet : stourmomp !*

MAI... vu par Nono

LE PETIT ROBERT 2015



QUEL AVENIR POUR L'OFFRE DE SOINS DE PROXIMITÉ ?



Soumme-nous destinés à ne plus recevoir de soins que dans des hôpitaux-usines au nom de l'amélioration du secteur public de la santé ?

Le projet de loi Santé a été adopté en avril dernier par l'Assemblée nationale. On a beaucoup parlé de la généralisation du tiers payant mais peu d'aménagement du territoire, évoqué dans cet article sous l'angle de l'hôpital dit « de proximité », qui voit peu à peu ses moyens disparaître. Une situation préoccupante, a fortiori en Bretagne, où l'habitat dispersé et le maillage en nombreuses villes moyennes peuvent être considérés comme des atouts à préserver. La loi présente des éléments positifs, mais elle entérine une vision managériale de la santé incompatible avec l'intérêt commun.

Personnels de santé débordés, patients et familles désorientés : l'hôpital public est en crise, et le constat n'est pas nouveau. Un rapport de l'Académie de médecine soulignait déjà en 2005 que « jamais les dépenses n'ont été aussi élevées et jamais l'insatisfaction et la démotivation de tous les personnels hospitaliers, qu'ils soient administrateurs, médecins ou soignants, n'ont été aussi fortes ».

« Une erreur de diagnostic »

En 2007, Michel Hugquier, chirurgien, membre de l'Académie nationale de médecine, auteur de nombreuses prises de position publiques, observait qu'« à la finalité sociale, puis médicale des hôpitaux, s'est ajoutée une dimension économique préoccupante », mais que « ramener la crise hospitalière à sa seule dimension économique constituerait une erreur de diagnostic ».

Outre « une hégémonie administrative mal supportée par les médecins

des hôpitaux », il relevait qu'il n'existait « paradoxalement aucun contrôle réel sur les prescriptions » et que le personnel soignant avait été « complètement déstabilisé par la RTT » : en augmentant les rotations de personnel, le temps passé auprès des malades a diminué tandis que le temps de passation des consignes a augmenté.

Dans cet état des lieux pour le moins alarmant, Michel Hugquier dénonçait en outre la tarification à l'activité (T2A), système « inflationniste » mis en place en 2004, d'une logique amenant « à un système extrêmement complexe » et « contestable ».

En 2012, la question de la T2A restait entière : un article de l'Insee, qui pose la question de l'évaluation de « la productivité et l'efficacité des hôpitaux publics et privés », estime qu'« introduire la concurrence entre hôpitaux sur la base de la T2A crée de fortes pressions en faveur de la réorientation de

l'offre de soins » et que la plus faible productivité des hôpitaux publics par rapport aux hôpitaux privés n'est pas liée à une prétendue moindre efficacité, mais à « leur taille, la composition de leur patientèle et celle de leurs séjours » : autrement dit, pour être plus rentable, l'hôpital public devrait « accueillir moins de femmes de plus de 80 ans et réaliser plus de séjours chirurgicaux »...

Et l'humain ?

On peut citer également un rapport de 2009 sur « le recours à l'hôpital en Europe » qui relève que, par rapport à d'autres pays, la chirurgie ambulatoire (source d'économies, puisqu'elle immobilise le patient moins d'une journée à l'hôpital) « est encore très insuffisamment développée en France ».

D'un point de vue macroéconomique, l'Institut Montparnasse, un groupe de réflexion de la MGEN, estimait en 2012 que la santé est « une valeur ajoutée économique supérieure à 9 % du PIB », que « la santé et l'assurance santé contribuent au développement économique » et représentent 12,7 % des actifs (« plus que le BTP »). Au-delà, le rapport conclut sur la nécessité de « quitter une logique de développement uniquement centré sur l'économie et la croissance et passer à une véritable perspective de développement social et humain ».

Des engagements...

Ces messages sont-ils entendus par l'administration, par nos gouvernants ? En apparence, oui, et même encore tout récemment ! Par exemple, pour ce qui est des hôpitaux de proximité, dans le cadre de l'engagement n° 11 du pacte territoire santé, une instruction de la DGOS (direction générale de l'organisation des soins) de 2014 parle de les « conforter [...] dans les territoires dans lesquels ils jouent un rôle structurant en termes d'accès aux soins de proximité ».

Et de citer un rapport de 2013 de la Cour des comptes qui recommande « d'intégrer plus finement [ces hôpitaux] dans l'organisation des parcours de soins et de s'appuyer sur ces établissements pour conforter l'exercice médical libéral ». L'instruction précise que, outre leur contribution à l'offre de soins de premier recours et leur attractivité pour les médecins libéraux, ils « se positionnent [...] également comme acteurs majeurs dans l'organisation de parcours de soins, [...] en lien avec les autres acteurs du territoire ».

Hôpital cherche anesthésiste

Or, c'est exactement le contraire qui se passe sur le terrain : pour citer un exemple récent, l'hôpital de Douarnenez, qui a déjà perdu sa maternité en 1999 et vu la chirurgie « lourde » transférée à Quimper en janvier 2014, n'a plus d'anesthésiste à demeure depuis le mois de mars.

Si cette situation s'avère définitive, la chirurgie orthopédique, les opérations de la cataracte (activité jusqu'ici plus importante à Douarnenez qu'à Quimper !), la chirurgie plastique, de nombreux examens de type fibroscopie, endoscopie ou coloscopies, les poses de pacemaker, les soins nécessitant des chocs électriques et certaines chimiothérapies devront se faire ailleurs, à l'hôpital public de Quimper du point de vue de l'administration, mais, en général, il est constaté une fuite des patients vers le secteur privé.

Pourquoi ce problème d'anesthésiste pour la chirurgie ambulatoire, chirurgie « légère » mais indispensable qu'on aurait tout intérêt à conserver à Douarnenez ? Tout d'abord, il faut savoir qu'il s'agit d'une spécialité sur laquelle pèse une lourde responsabilité et qui demande une grande disponibilité du pra-

ticien avant et après une intervention pour garantir la sécurité des patients. On constate d'ailleurs un manque global d'anesthésistes en France.

À l'heure actuelle, les solutions qui ont pu être trouvées depuis cet hiver ont toujours été provisoires et reposaient sur des temps partagés avec l'hôpital de Quimper ou avec un autre hôpital public, ce qui est insuffisant : il faudrait idéalement deux personnes en permanence, quitte à jouer sur la complémentarité entre un praticien public et un praticien libéral.

privées (pas assez rentable, trop de risques), et comme cette situation est amplifiée par l'augmentation du nombre d'accouchements, de périnatales, la pénurie y est encore plus sensible. »

« Hospitalocentrisme »

Plus généralement, Douarnenez « pèse » 800 emplois (600 équivalents temps plein) et comptait 13 100 passages aux urgences en 2013. Pour les médecins mobilisés, la perte du bloc opératoire remettrait en cause tout l'hôpital : baisse des courts séjours,

L'hôpital de proximité

L'hôpital de proximité (à ne pas confondre avec l'hôpital local) peut être défini comme une structure qui apporte une première réponse à l'usager d'un bassin de vie. Il peut établir un diagnostic, assurer une prise en charge adaptée ou réorienter vers une autre structure, assurant ainsi l'égalité dans l'accessibilité aux soins. Il est un maillon d'une offre globale : l'hôpital local, la médecine de ville, le paramédical à domicile, le médicosocial, les hôpitaux de plus grande importance. Il permet, notamment dans les zones rurales ou à la population vieillissante, de bénéficier de soins à une distance raisonnable de son domicile.

Au-delà de l'offre de soins, il faut aussi tenir compte du fait que l'hôpital de proximité est souvent le premier employeur de la commune ou du territoire, et que sa masse salariale peut peser lourd dans l'économie locale, en induisant une consommation de biens et de services en grande partie produits localement, qui suscite à son tour la production d'autres biens et services. Par ses offres d'emploi, il contribue à un équilibre territorial pour l'accès à l'emploi. Le dynamisme économique engendré aide également au maintien d'une activité socioculturelle.

Les solutions proposées par les médecins de Douarnenez n'ont pas reçu l'agrément de l'ARS (agence régionale de santé), alors même que « les comptes de l'hôpital sont équilibrés », explique Yves Jardin, vice-président pour la région Bretagne de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité et président du comité local de Douarnenez.

Ce dernier révèle par ailleurs que « certains anesthésistes de l'hôpital de Quimper ont pu faire pression pour ne pas accepter le temps partagé avec Douarnenez », invoquant des problèmes « compréhensibles » de planning et de sécurité : « Quimper se retrouve à être le seul à faire tous les accouchements du secteur depuis deux ans, en raison de la concentration des hôpitaux publics et du désinvestissement des cliniques

du nombre d'internes, du futur recrutement à l'hôpital et en ville. Pour les patients se poserait avec acuité la question des délais de prise en charge, des examens complémentaires, des gestes d'urgence avec un risque majeur dû au transport vers Quimper.

Le cas est emblématique de l'« hospitalocentrisme » qui s'oppose à l'échelle humaine constatée dans un hôpital de proximité, avec possibilité d'admission directe dans les services et donc réduction des temps d'attente, sans oublier les proches des patients, souvent âgés, obligés d'aller à Quimper.

Et la démographie peut réserver des surprises. Pour un élu du Cap-Sizun voisin, une baisse de l'activité de l'hôpital de Douarnenez « n'est pas envisageable car beaucoup de gens rentrent au pays, sans parler de la contrainte de l'enclavement ».

Établissements de santé au 1 ^{er} janvier 2013 (en lits et places)	Côtes-d'Armor	Finistère	Ille-et-Vilaine	Loire-Atlantique	Morbihan	Bretagne
Ensemble court séjour¹						
Secteur public (en lits et places)	1 611	2 693	2 463	2 545	2 027	11 329
Secteur privé (en lits et places)	544	1 118	1 584	2 348	1 060	6 654
dont Gynécologie-obstétrique (en lits et places)	179	274	394	430	210	1 487
Soins de suite et de réadaptation (moyen séjour)						
Hospitalisation complète						
Secteur public (en lits)	564	730	541	985	684	3 504
Secteur privé (en lits)	292	1 098	984	1 100	632	4 106
Hospitalisation de jour (public + privé) (en places)	96	146	220	218	101	781
Psychiatrie						
Secteur public						
Hospitalisation complète (en lits)	0	873	814	693	610	2 990
Hôpital jour ou nuit (en places)	0	613	490	577	536	2 216
Secteur privé						
Hospitalisation complète (en lits)	522	267	253	116	214	1 372
Hôpital jour ou nuit (en places)	205	24	98	37	0	364

1. Coordonné / hospitalisation complète (en lits). Hospitalisation de jour ou nuit et la chirurgie ambulatoire (en places). Hospitalisation à domicile en médecine (en places).
Sources : ARS et DREX, SAE / Insee.
Des milliers de places en Bretagne... Trop ? Pas assez ? Sont-elles bien réparties ? En fonction des besoins de la population ?
Autant de questions qu'il est normal de poser, mais selon une logique d'aménagement du territoire et non une logique purement comptable.

Les comités bretons de défense

Il y en a au moins dix-neuf. Il est difficile d'être précis et exhaustif, car si certains comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité sont particulièrement actifs actuellement, d'autres se sont constitués autour d'une menace précise, puis, après avoir obtenu satisfaction ou pas, se sont mis plus ou moins en sommeil, ou encore ne transmettent pas les informations à la coordination nationale. D'autre part, les actions se multiplient depuis l'an dernier et les situations sont très évolutives. À noter que les médecins ont leur rôle à jouer : dans des démarches qu'on suppose plus citoyennes que corporatistes, ils peuvent actionner vigoureusement la sonnette d'alarme et faire prendre la mayonnaise, comme cela a été le cas à Douarnenez, le comité local jouant alors – très efficacement d'ailleurs – un rôle de soutien logistique. Ne sont ici signalées que les actions récentes ou en cours :

- Ancenis • Auray • Brest • Carhaix • Concarneau (mars 2015, demande de réouverture des urgences de nuit, fermées « provisoirement » depuis 2008, et demande d'obtention d'un scanner) • Dinan • Douarnenez (demande de maintien d'un anesthésiste pour la chirurgie ambulatoire) • Guingamp • Hennebont • Lorient • Nantes • Paimpol (succès à plusieurs reprises au tribunal administratif et autres tribunaux, mais pas encore réouverture maternité) • Pont-l'Abbé (chirurgie [sauf ambulatoire] transférée à Quimper en janvier 2014) • Quimper • Quimperlé • Redon • Rennes • Saint-Nazaire (grève en avril 2014 : 50 suppressions de postes dans les deux ans, agents non remplacés épuisés) • Vannes (pétitions en cours : conditions de travail au CHBA, mesures « drastiques » à l'EPSM de Saint-Avé).

La « Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité » (coordination-nationale.org), née en 2004 à Saint-Affrique (où des actions très médiatisées avaient permis de maintenir le service de chirurgie), fédère les comités locaux. Elle travaille en lien avec d'autres collectifs, comme la « Convergence de défense des services publics ». Pour les 10 ans de cette dernière, une manifestation est prévue samedi 13 juin à Guéret, dans la Creuse. Le choix du lieu est un clin d'œil, évidemment !

Pour Yves Jardin, « alors que déjà les gens diffèrent les soins, s'il faut aller plus loin ce sera encore plus cher ». Et de mentionner aussi le cas « très compliqué » de l'île de Sein, pour laquelle Douarnenez est bien adapté « pour la chirurgie ou les visites programmées ».

Raisonnements bureaucratiques

Le docteur François Barbaud, médecin libéral à Douarnenez, partisan d'une complémentarité intelligente public-privé, regrette de son côté une « évolution » du système de santé avec des administratifs et des comptables qui n'incluent pas les gens de terrain dans leurs analyses ». Les discordances s'accroissent, le jargon prime, l'établissement de ratios théoriques en fonction de la taille de l'hôpital ou par nombre d'habitants conduit à des impasses.

Pour ce généraliste, le raisonnement par nombre d'habitants pour définir les territoires de permanence des soins en médecine ambulatoire (les gardes de nuit et de week-end essentiellement), s'il « colle bien à Brest » en raison de la densité de population, amène à des situations difficiles à gérer pour quelque chose basé à Douarnenez : « Ici, l'effecteur mobile doit couvrir de la pointe du Raz à Cast », c'est-à-dire une cinquantaine de kilomètres au bas mot.

Quant à l'hospitalocentrisme, « il conduit aujourd'hui à des structures déshumanisées, alors que l'hôpital de proximité peut fournir une prestation transversale de qualité ».

« Loi fourre-tout »

Yves Jardin déplore parallèlement la situation ailleurs en Bretagne : Lorient semble connaître les mêmes problèmes que Quimper en ce qui concerne les accouchements, « il n'y a presque plus rien à Paimpol, Quimperlé, Hennebont... ». Concarneau n'assure plus les urgences de nuit, « mais le comité local reste actif pour l'obtention d'un scanner et plus d'autonomie de gestion vis-à-vis de Quimper ».

« Il y a des déficits à Pontivy, Lannion, Plœrmel, Brest... L'hôpital psychiatrique de Quimper n'assure plus les urgences psy, donc on les envoie au centre hospitalier, où le personnel n'est pas préparé à traiter ce genre de cas, donc on criminalise et on appelle la police ! », s'indigne-t-il.

Alors, au vu de cette tendance à l'hospitalocentrisme, vaudrait-il mieux habiter dans une grande ville pour être mieux soigné ? Même pas, pour Yves Jardin, qui constate « des distances toujours plus grandes pour trouver des soins, y compris dans les grandes villes, y compris en Ile-de-France : des hôpitaux sont fermés, avec en toile de fond des opérations immobilières, on favorise le tourisme médical de riches patients étrangers, et des expériences novatrices sont remises en question, comme à la maternité des Lilas ».

Quant à la loi Touraine, « c'est-est, comme la loi Macron, une loi fourre-tout, qui accentue la concentration avec des « hôpitaux pivots », où les pouvoirs des ARS sont maintenus et les conseils d'administration des hôpitaux publics ne sont que consultatifs, ce qui est antidémocratique. Avec la loi Touraine, on parle de salles de shoot, de délai d'IVG, etc., mais la concentration, on n'en parle pas ».

Service (au) public

Dans un rapport de 2005 du Conseil économique et social, le rapporteur Eric Molinié souhaitait réformer au nom de « la qualité, l'équité et l'efficacité », pour « donner à l'hôpital public les moyens d'exercer les missions qui font l'honneur du service public hospitalier ». Quant à la création en 2010 de la DGOS, elle « vise à inscrire pleinement dans la nouvelle gouvernance du système de santé rendue possible par la création des agences régionales

de santé (ARS). Et, ainsi, d'appréhender une approche globale de l'offre de soins, intégrant aussi bien la ville que l'hôpital ».

Autant de propos faussement rassurants virant vite à la « novlangue », car le même rapporteur estimait nécessaire d'« affirmer la primauté d'un véritable manager sur l'ensemble du personnel et des activités d'un hôpital » (argument repris par Sarkozy en 2007). Et la DGOS, elle, est censée passer au-

« C'est une évolution qui va détruire les hôpitaux publics, une privatisation rampante ! Les soins deviennent des marchandises, et M^{me} Touraine ne remet pas en cause cette dérive », conclut-il.

Le « progrès » en marche

Et le paramédical ne semble pas en reste, car nous voyons apparaître de nouvelles formes de « complémentarité ». Constatant les failles du système, des sociétés privées occupent le créneau et se développent : coordination de soins pour la perfusion à domicile, livraisons de pansements aux patients atteints de plaies aiguës ou chroniques pour faciliter le travail des infirmiers libéraux, éditeurs de « solutions e-santé », algorithmes de prévention de la perte d'autonomie basés sur les consommations d'eau et d'énergie (l)...

Avec le vieillissement de la population, ce sont « des marchés en croissance » pour Le Figaro Economie. Nul doute que des innovations sont nécessaires, afin de fournir des services de qualité aux professionnels comme aux patients, mais que penser de cette privatisation accrue ?

Bien entendu, on ne peut plus tout attendre de l'État central, lequel dérive un peu plus chaque jour en matière de finance pas quasi directement, par des retournes fiscales par exemple, certaines banques ou grandes entreprises aux visions économiques à court terme, et l'on ne contestera pas non plus le fait que réaliser des économies dans le service public est toujours possible et souhaitable, mais un système de santé digne de ce nom et réellement au service de la population ne peut être sérieusement envisagé sous l'angle de la rentabilité.

Jacques Dyoniziac

1. Maternité emblématique de la lutte pour le droit des femmes depuis sa création en 1954 (pionnière en matière d'accouchement sans douleur, de contraception, d'avortement et plus généralement d'accompagnement psychologique), elle est devenue vultueuse. Un projet de relocalisation, imposé par l'administration, pouvait, en dispersant les équipes, mettre fin à sa spécificité. Une résistance opiniâtre bénéficie de nombreux soutiens à vu le jour et l'espoir d'une solution satisfaisante demeure : le dossier est toujours en cours.



Manifestation à Quimper le 17 janvier 2015 pour la défense du centre hospitalier de Douarnenez.

Benoît Pignatelli / Le Monde

Leurre de vérité

Parlons dette !

SI L'ON PEUT ASSOCIER CERTAINS MOTS du vocabulaire courant à des époques particulières, nous pouvons incontestablement affirmer que le mot dette a trôné en maître absolu sur nos quinze dernières années. Précisons d'emblée qu'il s'agit là de la dette dans son acception monétaire ou financière. Il existe bien sûr d'autres occasions d'évoquer le vocable : on parle par exemple de dette morale.

Mais il se trouve que notre époque est imparablement à l'économie... triomphante comme jamais. La dette est donc en argent. Elle est, paraît-il, insupportable en elle-même et son idée ne vaut guère mieux. Il faut la payer, proclament les sorciers des « grands équilibres » dans leurs doctes discours culpabilisateurs. Chiche ! Prenons-les au mot...

La dette du pays est souvent présentée comme étant d'abord un problème comptable. Des recettes attendues auraient été surevaluées, des dépenses prévues sous-évaluées. L'on sera plus rigoureux désormais, c'est promis. La crise économique a, elle aussi, sa part de responsabilité dans le creusement des déficits. On l'incrimine donc, mais comme une fatalité. Et puis, quand la croissance revient... les déficits s'effaceront, tout naturellement. Déjà, ne la sentez-vous pas qui arrive ? Si vraiment elle tardait trop, on sortirait elle tardait trop, on sortirait le tournevis à austerité. De toute façon, nous connaissons les responsables des trous budgétaires. Les assistés de la France d'en bas ou les malades déraisonnables, on va s'en occuper, ils n'ont qu'à bien se tenir.

Voilà résumés à grands traits les fables que l'on nous sert à l'envi lorsque l'on prend le citoyen pour un gogo. L'évasion fiscale organisée ? Elle est anecdotique probablement, puisqu'il n'en est jamais sérieusement question. Les cadeaux sociofiscaux – et royaux – faits aux entreprises depuis plusieurs décennies ? Pour retrouver la croissance, il faut aimer l'entreprise, et quand on aime, il ne saurait être question de compter ! Le renflouement des banques lors de la crise financière de 2008, sans contrepartie les incitant à modifier leurs pratiques ? Il était impossible de s'y soustraire.

Après les silences dhontés et les excuses faciles viendra l'argument massif : on ne peut léguer le lourd fardeau de la dette aux générations futures. On les oublie pour le réchauffement climatique ou le saccage irréversible de l'environnement. On ne va tout de même pas commettre pareille sottise pour la dette !

Il semble donc que toutes les dettes se valent. Il s'agirait à chaque fois d'un simple déséquilibre, parfois abyssal, à combler impérieusement. Les raisons de la dette et de son creusement progressif importent peu, on en oublierait l'histoire. On oublierait également que derrière le paravent de la dette se cachent des rapports sociaux au travers desquels s'expriment des phénomènes de domination. Et qui dit domination dit affrontements plus ou moins vifs entre dominants et dominés.

Pourtant, quand l'heure est au « tous dans le même bateau », il n'est plus temps de relire Marx ! Voilà bien encore une fable qui nous est sournoisement contée au lieu de nous apprendre à compter avec les faits tels qu'ils s'inscrivent dans les profondeurs

des formations sociales et du fonctionnement de l'économie capitaliste.

Brisons là ! Envisageons enfin la dette que nous avons envers... la vérité. Il existe des dettes indignes que l'on doit être capable de ne pas solder, en tout ou en partie, au nom précisement de cette indignité. C'est ainsi que la dette contractée au temps de la dictature de Videla en Argentine entre 1976 et 1983 est depuis peu soumise à un audit qui pourrait aboutir à alléger le fardeau du peuple argentin. Cela vient tard, mais cela vient.

Et la Grèce ? Là aussi, les fables et les faits s'entrechoquent. La Grèce est endettée car les Grecs sont indisciplinés, paresseux, refusent de payer des impôts, ont trop longtemps élu des dirigeants pas très honnêtes, etc. Les opinions publiques et les médias européens ont tellement cédé à ces idées reçues qu'elles ont désormais toute l'apparence de l'explication implacable. Les Grecs doivent donc sérieusement « mettre de l'ordre » chez eux et par eux-mêmes avant de quémander encore les deniers extérieurs.

Rappels au moins un fait historiquement daté et opportunément nié : quand il s'est agi de qualifier la Grèce pour la « zone euro », en 1999, les responsables européens, à commencer par les membres éminents des « autorités monétaires », savaient que la dette réelle de ce pays excédait de très loin le chiffre affiché par ses dirigeants.

Ainsi, M. Jean-Claude Trichet, alors patron de la BCE, savait que le gouvernement grec trichait honteusement. Une fois qualifiée, la Grèce a dû suivre un rythme auquel elle n'était pas préparée, un rythme qui deviendra vite un train d'enfer.

Il faut aussi revenir sur les « généreux » plans de sauvetage octroyés à la Grèce. Ils ont surtout permis de sauver les banques étrangères – et partant de préserver les intérêts de leurs opulents actionnaires – engagés dans ce pays, notamment les banques allemandes, très impliquées, entre autres activités, dans les montages financiers liés à l'armement disproportionné vendu à la Grèce durant plusieurs années. Enfin, osons reconnaître qu'en Grèce comme ailleurs, la politique d'austerité est contre-productive et accroît donc les déficits et les difficultés de remboursement de la dette.

La « commission pour la vérité sur la dette grecque », siégeant dans l'enceinte du Parlement hellénique, devrait rendre ce mois-ci un rapport d'audit intermédiaire. Eric Trousaint, qui coordonne ses travaux, a rappelé que l'audit visait un double objectif : il s'agit de donner des éléments de réponse et des arguments au gouvernement grec pour une éventuelle suspension ou annulation de la dette, mais également de mobiliser et sensibiliser les citoyens et citoyennes grecs – et du monde – sur les véritables enjeux économiques de la dette et leurs implications sociopolitiques.

L'orthodoxie monétariste européenne ne s'y retrouvera évidemment pas. Le bras de fer va continuer. Le peuple grec doit être soutenu par les autres peuples d'Europe dans son combat, combat pour sa dignité et contre les mensonges dont il continue d'être l'injuste victime.

Yann Fiévet

Aménagement du territoire

Renouer avec la vocation portuaire de Nantes

Grâce à ses cinq élus de l'agglomération nantaise, l'Union démocratique bretonne entend prendre toute sa place dans le grand débat « Nantes, la Loire et nous », piloté par Nantes métropole. Un cahier d'acteurs intitulé « Richesses et développements de la Loire bretonne » a ainsi été déposé au nom de l'UDB.

Depuis décembre 2014, les habitants ont été amenés à réfléchir sur la place et les fonctions de la Loire. Il en ressort notamment que la Loire est intimement mêlée à l'histoire, à l'identité et à l'avenir de Nantes.

En effet, la ville se situe au carrefour de deux espaces : fluviaux et maritimes. Depuis la fermeture des chantiers, Nantes a tourné le dos à son fleuve, mais aussi à son estuaire, à son espace maritime. Ce sont bien sur ces deux espaces qu'il faut intervenir.

Troisième ville de la façade atlantique

Le transfert administratif de la Loire-Atlantique à la région des Pays-de-la-Loire, au cours du ^{XX} siècle, a cassé la dynamique maritime de Nantes. L'appartenance à cette région profondément terrienne a détourné politiquement, économiquement et culturellement la place prépondérante que cette ville devrait occuper sur la façade atlantique, et ce à l'échelle européenne.

Qui sait que Nantes est la troisième plus grande agglomération de cette façade, allant de Belfast à Lisbonne ? Nantes doit prendre conscience de l'énorme potentiel qui s'ouvrira à elle quand elle renouera pleinement avec sa vocation maritime. La

Loire, en tant que cordon ombilical entre la ville et l'océan, occupe à ce titre une place fondamentale.

Dans le domaine touristique, la volonté affichée par le conseil régional d'assurer une continuité avec le reste du bassin de la Loire confirme l'absurdité d'un tel positionnement. Quel est le lien flagrant qui existerait entre Nantes et Blois ? Alors que Nantes fut un des plus grands ports maritimes d'Europe, et qu'elle occupe toujours la quatrième place des ports français ? Construire une région Bretagne réunifiée, orientée de fait vers l'océan et ouvrant pleinement au développement des activités maritimes, est une nécessité pour l'avenir.

La Loire a été le creuset du développement industriel et économique de notre ville et doit rester un atout. À cet égard, le quartier du Bas-Charlartien constitue un espace exceptionnel, mais aux potentiels sous-exploités. La proximité de quais permettant d'accueillir des navires à fort tirant d'eau, d'emprises ferroviaires nombreuses et de voies routières nationales est un formidable atout pour Nantes. Grâce à ces équipements, qui devront être repensés et modernisés, le port de Nantes peut devenir une plate-forme à la fois fluviale, maritime et ferroviaire de grande envergure.

Du fait de la proximité avec le centre-ville, ce redéploiement des activités portuaires doit aller de pair avec une requalification urbaine novatrice. À l'instar de villes d'estuaire comme Bilbao, Dublin ou Anvers – qui ont concrétisé avec succès de grands projets dans leur port –, Nantes doit prendre conscience que l'articulation entre son développement portuaire et les possibilités urbanistiques qui en découlent constitue une occasion historique, qu'il s'agit de traiter avec ambition et vision.

La requalification des rives de la Loire a également une dimension sociale profonde. Un certain nombre de quartiers ont été construits sur ces rives pour accueillir une importante population ouvrière qui, à la fin du ^{XX} siècle, venait principalement travailler dans les chantiers navals. Aujourd'hui, la sociologie des quartiers a, certes, évolué, mais est toujours caractérisée par un grand brassage social, où les classes populaires ont encore droit de cité. Nous devons maintenir cette mixité sociale et veiller à garantir un accès à des logements abordables pour toutes et tous.

Une dimension sociale et environnementale

De plus, la Loire est un formidable atout pour entamer une véritable transition énergétique, à l'échelle de notre territoire. Le développement du cabotage, du fret à la voile, l'écoconception de bateaux peuvent participer à la construction de modes de déplacement alternatifs. Le respect de l'environnement et l'utilisation raisonnée de nos ressources peuvent être un atout exceptionnel pour l'estuaire.

Enfin, la dimension écologique est très prégnante, notamment autour des marais de Coueron, Saint-Herblain et du Pelletin. La fragilité et la richesse de ces zones humides doivent être particulièrement prises en compte. En effet, ces étendues humides couvraient un territoire de plus de 40 000 hectares à la fin des années 70. Aujourd'hui, seuls 20 000 hectares subsistent. Il conviendra donc de pérenniser l'avenir de ces zones.

À travers ces différentes thématiques, s'affiche ainsi la nécessité d'intégrer la place de la Loire dans une perspective à la fois humaine, sociale, économique et environnementale. Nantes s'est construite au fil des siècles grâce à ses eaux mélangées, mi-douces mi-salées, et doit pleinement reprendre possession de ses rives, afin de se réaffirmer comme un grand port à la fois fluvial et maritime.

Alain Bouté



La Loire, cordon ombilical entre Nantes et l'océan.

On a marché contre Monsanto

Près de 8 000 personnes ont défilé en Bretagne contre Monsanto samedi 23 mai. Carhaix, Nantes, Rennes, Lorient, Brest... au total, plus de 400 marches avaient lieu simultanément dans le monde en soutien au Burkina Faso. Après avoir consacré deux pages dans notre dernier numéro à l'annonce de l'évènement, il semblait important au *Peuple breton* de faire le bilan de ce mouvement. Nous avons demandé à Jil Daniel, adhérent de l'association Ingalañ – qui au passage a fait une superbe introduction bilingue breton-français à la manifestation de Rennes –, son point de vue.

Le Peuple breton : Quel bilan Ingalañ retire des manifestations en Bretagne ?

Jil Daniel : Pour ce qui est de la marche de Rennes (jumelée avec celle de Ouagadougou), nous sommes très contents de la mobilisation. Contrairement aux chiffres de la Police nationale, qui annonce 1 500 personnes à Rennes, nous estimons que les manifestants étaient entre 4 000 et 5 000. Cette marche s'est déroulée dans une très bonne ambiance générale.

Par ailleurs, nous sommes très contents de la mise en avant du combat des Burkinabè contre les OGM et pour la souveraineté alimentaire. Nous avons souhaité relier cette marche rennaise à la marche ougalaïse par des prises de parole et un soutien financier au collectif citoyen pour l'agroécologie qui porte la marche burkinabè. Nous avons ainsi pu envoyer environ 1 500 € à ces derniers.

Ce qui était important pour nous était également de mettre en avant les solutions existantes pour tendre vers une autosuffisance alimentaire dans les pays du Sud. C'est pourquoi nous avons ajouté « pour la souveraineté alimentaire » au nom de la marche de Rennes. En effet, le seul moyen d'améliorer les rendements en prenant soin du sol est d'utiliser des techniques agro-

ecologiques. Dans ce cadre, l'association Ingalañ (coorganisatrice de la marche de Rennes) a développé le programme « Tinga Neere » en collaboration avec ses partenaires burkinabè (www.tinga-neere.org).

Comment s'est passée la manifestation à Ouagadougou ?

La marche de Ouagadougou s'est déroulée dans la matinée du 23 mai en raison de la chaleur. En effet, les températures sont en moyenne de 40 °C dans l'après-midi. La marche a mobilisé entre 1 000 et 1 500 personnes, ce qui est un succès. La manifestation était principalement composée de paysans et de membres du Balai citoyen. Ce collectif est celui qui a mené au départ de Blaise Compaoré le 31 octobre dernier, espérons que son engagement contre les OGM porte également ses fruits.

Beaucoup disent que 1 000 à 1 500 personnes pour une capitale de cette taille est un chiffre faible, cependant il faut prendre en considération de nombreux facteurs comme le manque d'information de la population face aux OGM dû à la campagne de désinforma-

tion menée par Monsanto et le régime Compaoré, mais également le manque de moyens des paysans pour se rendre à Ouagadougou pour manifester contre ce fléau qui les touche. Le collectif citoyen pour l'agroécologie s'est dit très satisfait de la mobilisation, de l'implication de personnalités burkinabè et de l'intérêt porté par le gouvernement de transition.

Quelles suites donner au mouvement ?

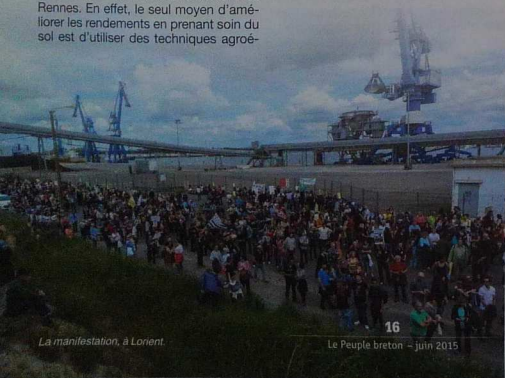
Pour ce qui est du Burkina Faso, une demande officielle d'un moratoire de dix ans a été remise à Robert Ouédraogo, représentant du ministre en charge de l'agriculture. Ce moratoire a pour but de permettre une étude scientifique indépendante sur les effets du coton Bt sur les humains notamment. En effet, l'huile de coton représente 80 % de l'huile consommée au Burkina. Or, le coton Bt étant modifié pour produire lui-même un insecticide, il paraît étrange et dangereux d'affirmer sans études qu'il n'a aucun effet sur la santé du consommateur.

De plus, il a été prouvé que l'utilisation du coton Bt n'a pas réduit l'utilisation de pesticides, bien au contraire, les ravageurs sont devenus résistants et donc les traitements ont dû être plus puissants.

Enfin, Monsanto, reconnaissant l'échec du coton Bt en début d'année, a annoncé qu'il allait ajouter un gène de résistance à l'herbicide total Roundup sur la semence de coton OGM proposé, ce qui est une nouvelle très inquiétante pour la santé des cotonculteurs et des consommateurs de ces mêmes graines de coton, sachant que ce même Roundup vient d'être classé dans la liste des cancérogènes probables par le CIRC (Centre international de recherche sur le cancer) et l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

En Bretagne et en France, le meilleur moyen de faire reculer les OGM est de boycotter les marques qui en utilisent (les listes de celles-ci figurent sur Internet) et de privilégier une consommation locale et biologique. Il est important que la mobilisation qui a eu lieu le 23 mai ne retombe pas. Pour cela, il faut continuer le combat, notamment auprès des décideurs politiques et administratifs. Le peuple doit être plus fort que les lobbyistes.

Propos recueillis par
Gael Briand



La manifestation, à Lorient.

Le Peuple breton – juin 2015

POBL VREIZH

D'ar 5 a viz Mae eo bet votet e Kambor ar gannaded mennad-lezenn diwar-benn an "Ditourerezh". Daoust dezhañ bet votet aes-tre gant brasañ niver ar gannaded (438 evit, 86 a-enep, 42 neutu) e chom kreñv ar preder er vro c'hoazh.

Eus petra 'zo kaoz ?

Hervez ar gouarnamant, eo pal ar mennad-lezenn frammañ oberiantizoù ar servijoù titouriñ, met, ivez, reolennoù oberiantizoù e-maez lezenn kustum-tre.

Ur mennad-lezenn moe'bet ?

Ezhomm oa, sur a-walc'h, aozañ gwelloc'h eget hiziv labour ar servijoù titouriñ, dre ma 'z eo chomet Bro-C'hall war-lerc'h un niver bras a vroioù demokratel all war an dachenn-se. Servijoù titouriñ gall a ra gant binviji lezennel disheñvel kenañ rak n'eus reol hollek ebet da sammañ erbedoù boutin dezho.

Sed un abeg mat d'ar gannaded evit sevel ul lezenn arbennik da echuiñ gant an oberiantizoù 'maez lezenn-se, ha reiñ ur framant evedus ha doujus ouzh ar frankizoù war un dro.

Unan eus ar c'hudennoù islinennet gant un nebeud kanned eo n'eo ket bet studiet a-walc'h gant ar gouarnamant etedusted an teknikoù implijet ha c'hwitadennoù servijoù stourm a-enep ar sponterezh. Ur santimant 'zo ganto eo bet graet an traoù diwar-bimm, war zigarez gwarezin surentez an holl, hor frankizoù meur, hor buhezioù prevez e kement lodenn zo, sokial, ekonomikel ha politikel.

Reolennet e vefe ar servijoù gant ar mennad-lezenn a-hervez, met ket trawalc'h, pa aotrefe da skouer un eveshaerezh hollek a-hed hag a-dreuz, hep bezañ sur ne vefe nemet evit stourm

Parlamant Ur mennad-lezenn ankenius evit respont da anken an dud

ouzh ar sponterezh. Ar mennad-lezenn a ya kalz pelloc'h oc'h aotrefe implij teknikoù galloudus ha ledan-tre.

Ul lezenn zispis

Ar gwashañ eo e c'helle an teknikoù-se bezañ implijet evit diarbenniñ "gwaskadoù da stumm republikan an ensavadurioù publik", evel m'emañ skrivet er mennad-lezenn daoust da ginnig kannad UDB Paul Molac evit lemel ar poent-mañ. Ken amjestr ster eo ar ger Republik e Bro-C'hall, e c'helle ken buan al stourmerien rouanteleerien,

ministri (unan eus an abegoù eo en deus votet Paul Molac a-enep d'al lezenn). Pa vo divizet implijout an teknikoù titouriñ-se, e vo ret kaout ali ar c'homision ispisial a c'hello ar c'hentañ ministr chom hep heuliañ.

Ouzhpenn, en un degouezh mallus (n'eo ket bet resisaet petra oa ar mallusted-se en destenn) e c'hello ar ministr kentañ implijout an teknikoù-se hep goullenn ali ar c'homision ispisial!

Ur gudenn bouezus all eo an diouer a blas roet d'ar varnerien en argerzhadurioù. Ne vo ket mui diouzh ret goullennet o ali diganto evit kenderc'hel da implij an teknikoù-se, ar pezh zo a-enep groñs hengoun ar gwir e Bro-C'hall. Al lezenn-se, evel hini war ar sponterezh, o virout ouzh kontrol ar justis a-hed an argerzhadur a-laosko frank an diviz d'ar gouarnamant.

Re ger priz al lezenn-se evit ar frankizioù diazez

Diaes asantinn d'ur seurt lezenn eta, a c'hell bezañ dañjerus-tre evit hor buhez prevez. An teknikoù-se (algorithmoù, boestrou-du...) a vo gouest da rastallat titouroù a-leizh war ar rouedadoù sokial da skouer, hep na vo posupl didouezañ resis piv a vo paketaet er rouedou-se pe get.

Anat eo zo peadra da vezañ ankeniet kenañ o sonjal e c'helle galloudoù ken kreñv bezañ implijet gant rud drouk-raktresoù ganto. Ul lezenn difenn hor frankiz, a c'helle e gwirionez kaout efedoù kontrol mik.

Seurt lezenn ma vije bet anezhi dija, ne dije ket miret ouzh ar gwalldolioù diwezhañ da c'hoarvezout (*Charlie Hebdo*, hag *Hypercashers*). Pezh a pont evit ar gouarnamant eo diskouez splann ez eo oberiant war ar gudenn ha klask dince'hañ an dud. Ya, met ker-tre ar priz!

Gael Simon



Bon spliat an NSA e Menwith Hill (Bro-Saoz). Neus ket arc'hant evit ar skolioù-meur...

Foto: Peter Havel/Reuters

anarkourien, dizalc'herien, emrenerien pe kement hini a-enep d'ar republik jakobin dre-vras bezañ taget daoust dezho bezañ demokratet holl. Al lezenn-se a c'helle a-benn ar fin bezañ implijet evit stourm a-enep ar mennozhioù politikel-se.

Ouzhpenn se, pa lenner en danvez lezenn e vefe implijet an teknikoù titouriñ-se evit gwarezin "dizalc'hed an 'nasion", gwarez an tiriad hag an difenn broadel", ez eus peadra da vezañ ne'het mik gant ar galloudoù roet d'ar gouarnamant a-vremañ hag ar re o tont.

An diviz laosket frank d'ar ministri kentañ

Kreñvaet eo an anken-se gant an dreist-galloudoù roet d'ar c'hentañ

Yorkshire First, ur strollad nevez e Bro-Saoz

Krouet e oa bet ar strollad d'an 31 a viz Meurzh 2014 gant un dornad tud, en e benn Richard Carter ha Steward Arnold. Evit an eil e stourme abaoe bloavezhioù dija evit kaout an *Devolution* evit e rannvro. Ur strollad emrenour an hini eo, eus ar c'hreiz norvegiat. Kavet e vez izili gozhi eus al Labour pe eus al Lib-Dem ennañ. Ur stourmer eus an UKIP zo aet war ar renk en dilennadegoù diwezhañ evit Yorkshire First zoken. Amkan ar strollad nevez-mañ : kaout ur parlamant e-giz e Bro-Skos pe e Bro-Gembre.

dezhe. Klemmet en doa Yorkshire First diwar-bouez ar BBC war ar fed ne oa ket bet graet plas dezhe er mediaoù. Eizhvet eo erruet ar strollad diwar dek strollad evit ar bastell-vro *Yorkshire and the Humber*, gant 19 107 mouezh, ar pezh a ya d'ober lod emrenour an hini eo, eus ar c'hreiz norvegiat. Kavet e vez izili gozhi eus al Labour pe eus al Lib-Dem ennañ. Ur stourmer eus an UKIP zo aet war ar renk en dilennadegoù diwezhañ evit Yorkshire First zoken. Amkan ar strollad nevez-mañ : kaout ur parlamant e-giz e Bro-Skos pe e Bro-Gembre.

En UK General Election 2015

Kendalc'het o doa neuze d'ober o zreuz, un nebeud tud all o doa emezelet d'ar strollad, dilennidi gozh eus strolladoù broadel all e-giz Paul Salveson (Labour) pe Diana Wallis (Lib-Dem). D'an 22 a viz Du 2014 e oa bet ur c'hendalc'h e Leeds evit reiñ lañs d'ar c'houlzad kabalin evit dilennadegoù ar Rouantelezh-Unanet.

Sonjal a rae dezhe d'ar poent-se kinig 27 danvez kannad ha marteze kaout ur sez er bastell-vro *Morley and Outwood*. E miz C'hwevrer 2015 o doa embannet *Manifesto*, galv evit ur parlamant rannvroel e Yorkshire dilennet gant tud ar vro, ul label nevez *Made in Yorkshire*, ur Font evit Dazont Yorkshire evit ren ur c'hresk dalc'hadus, ur gouel-berz d'ar 1^{añ} a viz Eost evit *Yorkshire Day*... A-enep ar frejoù enskrivañ er skolioù-meur int hag evit gwellaat diorren an treuzdogen hag an tiez.

A-benn ar fin o doa lakaet 14 den hepen war ar renk. Rastellet o doa en holl ouzhpenn 7 000 mouezh, ar pezh a zo dilpits e-keñver an dilennadegoù europat. An disoc'h gwellañ o vezañ e Hemsforth gant 1 018 mouezh (2,4 %). Evit poent o deus pevar dilennad e-barzh parrezioù bihan pe kuzulioù-kêr.

Hir eo an hent evit an emrenerien e Bro-Saoz met kaoz az o muioc'h-mui eus digreizennañ ar vro. Dreist-holl goude an dilennadegoù diwezhañ n'eo ket laouen norzh ar vro gant ar Virourien. Ha kredin a c'haller ober e vo poret skiant gante eus ar pezh a vez graet e lec'hioù all bremañ ma 'z int evshaer en ALE/EFA.

Maxime Touzé

Korn Riwa



Ur madig 'po ?

Peseurt liamm a zo hervezoc'h etre ur c'hi ha paotr al lizhiri ? E Breizh n'ouzon ket met en Aostria avat eo sklaer an traoù : a-benn tremen e-biou krogadennoù ar chas e-pad an droiad-lizhiri en deus post Aostria divizet profañ da baotred ha mero'hed al lizhiri madigoù ha gwispid da reiñ d'al loened koantig ha moumoun-se.

Nevez zo en deus kemeret post ar vro-mañ bezañ bet sinet un gevrat gant an embregerezh Fres-snapf, ar mabz buod evit al loened, gant ar pal dasparzhañ div donenn madigoù ha gwispid da chas ar vro e-korf ur bloavezh.

Met nac'het eo bet gant Ar Post (!) gall ober kemend-all (abalamour d'ar strishadurioù arc'hant moarvat)...

Ur c'heloù digustum ha digunvez a soñjit ? Hervez post Aostria ez eus bet ar bloaz tremenet 47 tagadenn (ha 300 ehan-labour !) hag e penn-kentañ ar bloaz ez eus bet aozet un harz-labour bras e Bro-Saoz abalamour da dagusted ar chas... un afer sirius neuze !

E Bro-C'hall ez eus bet warlene 1 850 gwallzarvoud en abeg d'ar chas, setu eo bet divizet lakaat stajoù ha stummadurioù e plas gant brigadenn « chasgarour » an archerdi evit diarbenn ar gwallzarvoudoù. Hag efedus eo bet ? Hervez Ar Post eo digresket an niver a dagadennoù eus 10 %... Gwir ziskoulm pe zigarez ki ?

Kant vloaz 'zo Gouennlazhadeg an Armeniz

D'ar 24 a viz Ebrel e oa bet lidet war an ton bras en Erevan, kêrbenn Armenia, kantvloazhiad ar gouennlazhadeg. Tost da zaou vilion a Armeniz a oa o chom war diriad an Impalaeriezh osmaniat pa grogas ar Brezel Bras. Lazhadeget e voe an div drederenn anezho etre miz Genver 1915 ha fin ar bloavezh 1916. Ur prantad brezel e-kreiz unan hiroc'h e voe ar Brezel Bras er rannved-mañ. Padout a reas ar brezel eno eus 1911 da 1922. Kollet e voe gant an Osmaniz met gounezet e voe gant an Durked en ur mod, diwar-goust kristenien Azia Vihan, an Armeniz en o zouesk.

Evit degas un nerzh nevez d'o broad, met kentoc'h hini Alamagn, hini ur galloud kreñv.

Efed diskar un impalaeriezh lieskenel

Tud a orin eus an tiradoù kollet a oa e penn ar jeu en Istanbul da vare ar Brezel Bras (strollad an Durked Yaouank) ha merket don e oa o mod da gompren an traoù gant abegoù o zec'h diouzh douar o hendadoù. Anbar e oa diwar-neuze lezel ur genel chomet betek-hen dindan o beli da zastum nerzh a-walc'h evit sevel ur riez eviti lieskenel-unan.

A-benn diskoulmañ ar gudenn e oa bet divizet strewiñ muioc'h ar c'helioù-mañ. Pa oa aet bihanoc'h ar c'hunniezhioù e oa aesoc'h entuziñ o buhez a-stroll e hini vroadel an Durked. Kroget e oa bet gant an Armeniz, met steuviñ a oa evit distankaat Gresiz, Kurded, Arabiz ha meur a genel all.

Seul vallusoc'h e oa evit Istanbul dinezhañ Armeniz ar sav-heol m'edont o chom war an harzoù hag e c'hellent sujañ d'ur vel estren, ha seul aesoc'h e oa al labour ma o deuet da repuñ en o c'hornad muzulmideus ar C'haokaz, brezelek o c'hustumoi, evel an Djecherked hag an Djechened, fouge enno o kemerout perzh e steuñv ar galloud dre ma tegase dezho muioc'h a zouar da anezhañ. Emdroadur ar brezel war talbenn ar C'haokaz an hini a lakaas an divroadeg-se da dreñ da lazhadeg.

Un torfed kuzhet dre douez darvoudoù ar brezel

Kantadoù a viladoù a Armeniz a oa bet lazhadeg etre 1894 ha 1896 pa oant en em savet a-enep an tailhoù re bouner lakaet warno, ha miliadoù all e 1909, darvoudoù a voe roet da c'houzout d'an dud gant kelaouennoù er C'hornôg hag a lakaas politiketien a live uhel da rebec'h o c'hizder d'an Osmaniz, evel

a reas Gladstone, kentañ ministr ar Rouantelezh Unanet, koulz ha Jaurès ha Clemenceau e Frañs.

Evit lod eus pennoù prederiañ an tuad broadelour turk e oa deuet Armeniz da vezañ ur binim evit o c'hunniezh broadel. Ne stourme ket ar strolladoù politikel Armenian evit sevel o riez dezho koulskoude, met goulenn gwiriñ evit o c'heneal a c'helle bezañ lakaet da drubarderezh, ha pa veze graet en ur mod avizet mat.

Seul vrasoc'h e oa diskred ar vizulmide m'o doa peadra da gaout gvarizi ouzh an Armeniz. Aet e oa kalz eus ar re-mañ war ar micherioù deuet gant ar modernat pe aet kreñfoc'h gantañ, evel re ar medisinerzh hag ar c'helaouennerzh. Gwelloc'h e veze aliesoc'h o skolioù eget re ar c'helioù all hag ober a raent un



War hent an oed-hag dre ar menezioù

implij brasoc'h eus an turkeg, yezh ar riez, eget ar gristenien all. Brudet e veze o skiant-prenet war veur a dachenn ha fiziet e veze kefridiñ enno berek liveoù uhelañ ar riez. Komprenet o doa o enebourien e oa ar Brezel Bras un darvoud a zoare, gant ar freuz hag ar reuz degaset gantañ en Europa, evit en em ziober anezho hep sachañ an evezh war ar mod euzhus da gas ar mennad da benn.

Paol ar Meur

Un desenn eus darvoudoù ar gouennlazhadeg so bet embannet e brezhoneg : Steudad an Ankoù, skrivet gant Flavoutoun Merzhian, embannadurioù Hor Yezh, 2005.



Steward Arnold (a-gleiz) ha Richard Carter, pennoù Yorkshire First.

Abaoe un nebeud mizioù e prederie tud eus Yorkshire diwar-benn an tu da sevel ur strollad evit difenn o rannvro, o soñjal e vanke galloudoù lec'hel evit divizout ar pezh a zo mat evite. O welaet penaos ez a e Skos e soñj dezhe e c'haller dont a-benn d'ober kemend-all e Yorkshire. Soñjot o doa e vije un degouezh mat an dilennadegoù europat evit klask ha gouzout ma 'z eus ur boblañs dedennet gant o mennozhioù. Evit gouzout « hag-eñ e oamp foll pe hag-eñ e oa reizh hor c'hemenadenn » emeze.

En dilennadegoù europat 2014

Tri den a oa war ar renk evit o strollad da-gerver an dilennadegoù kentañ, re Europa. Mouezh-aotreet Mebyon Kernow a oa bet en emvod kabalin kentañ evit embann o souten

Du ha gwenn ha plas da lenn...



Vielokoja gant André Baumy, brezhoneg gant Goulc'han Kervella, embannet gant Berlobi / Emgleo Breiz ; 10 €.

Kinniget prop eo al levrig. En divaez eus ar goap a reer eus al lenner o kinnig an aozer gant div wech memes testenn war ar golo... Netra da lavarout a-zivout an droidegezh. Met pegeñ diçhizet an istor ! Graet eo evit tud a oa bugale er bloavezhioù 1950. Ha c'hoazh ! Ma oa ar pal 'n'houc'h krennarded a-vevrañ ennañ Yann peñ diouzh e gaez, d'am mena. N'eus ket kalz jinn. Meur a istor « skol-houarn » zo bet embannet c'hoazh hag istorioù tud un tamm inosant ivez ; gwelloc'h peurliesañ... Kavout a reer leun a glic'hedoù pe orogelloù a-zivout ar gouerien hag o bed goude an Eil Brezel. Kamm eo unan eus diazezoù an istor ouzhpenn : n'hell ket ur paotrig tremen hep mont d'ar skol evel ma ra Matilin. Klask a ra an aozer diskoulmañ ar gudenn p. 55 met mont a ra an tenn er c'hleuz. Komz a ra eus lizhiri « a-berzh ar c'houarnamant » pa ouzer mat ez eo ar maer diwaller ar skoliata... Un drogamm c'hoazh : pa c'hoarvez, a-benn ar fin, un dra nevez ec'h echu an oberennig gant « da vezañ kendalc'h »...

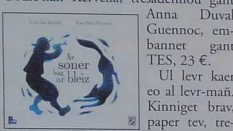


Vodou zo amañ gant Valérie Duvivier, lakaet e brezhoneg gant Stefan Carpentier, embannet gant Ar Gripi ; 12 €.

Reñ a ra an titl da gompren diouzh eus petra 'z eus kaoz. Kavout a reer Zombied, gwallerezhioù bezioù, hudouriezh du, tud-veiz, merc'hodennoù vodou... ha « Fent du, Du-pod », evel ma lenner en evezhiadenn peñ kentañ al levrig. Lenn a reer ivez : « N'eo ket evit ar vugale hag ar speredoù kizidik tamm ebet. » Gellout a reer lenn al levrig hep

bezañ kriz ha diseblant koulskoude... Ha sellout ouzh an tresadennoù. Rak pezh ne lavar ket an titl eo ez eo ul levrig bannoù-treset. Bannoù-treset gwenn ha du savet gant un dresouere a-vicher ha moulet aketus. N'eo ket anat an istor pa groger gant al levrig met sklaeraat a ra an traoù dre ma lenner ha n'eo ket displejus dont war e giz diouzh ret. Ul levrig da vezañ tañvaet eta. Kit da heul Sunday, Mojo hag o mignoned da stourm ouzh ar Strobinieller.

Ar Soner hag ar Bleiz, tresadennoù gant Goulc'han Kervella, tresadennoù gant Anna Duval Guennoc, embannet gant TES, 23 €.



Ul levrig kaer eo al levrig-mañ. Kinniget brav, paper tev, tresadennoù a-feson ha skeudennoù ivez. Kavout a reer gantañ un DVD gant film ar pezh-c'hoari ha kanaouennoù an abaden, a sikouro evit implij al levrig gant skolidi. Div lodenn a ra d'ober al levrig : testenn ur pezh-c'hoari « saver diwar ur goñchenn (ur galedenn a zen gant Yeun ar Gow), gant son ha koroll » ha fichennoù « evit mont pelloc'h ganti... » a-zivout Matilin an Dall, Yann ar Chapel, ar binvioù sonerezh, an dansoù, ar c'hanaouennoù, an euredoù gwechall e Breizh, ar bleizi, sant Herve ha Yeun ar Gow... Danvez-leizh eta. Un nebeud mankoù a gaver en oberenn siwazh. Netra da virout ouzh an dud a gaver el levrig, just peadra da vezañ hegaset un tamm : pa vez kaer ul levrig e vez c'hoant e vefe paretet...

Kael hag ar gorriganed gant Mael Poullossier, embannet gant Keiz Vimp Bev, 6 €.

Pa groger gant al levrig e kaver bezañ e lennet c'hoazh. N'eus ket an disterañ displegadenn... Ha koulskoude, ur wech gwiriet, e weler ez eo an eizh charbisr kentañ an danevell bet embannet en « Ur bed lavaret... » e 2013. Reishoc'h e vefe bet e lavaret... Siwazh n'eus bet striv ebet evit kompenn an destenn ha chomet eo ar faziou reizh ha kemma-



Kael hag ar gorriganed gant Mael Poullossier, embannet gant Keiz Vimp Bev, 6 €.

durioù a oa en embannadur kentañ. Kendalc'h a ra an embanner gant e zievezh en eil lodenn (oaled, famih ha pobl o tont da vezañ gourel, da skouer ; meskaj tudennoù...). N'eo ket displejus an istor. Souezhet e vez Yann lenner en doa dalc'h bet soñj eus aergelc'h kentoc'h pozitivel dibenn al lodenn gentañ. Dishañvel-tre eo an eil lodenn. Drouk e c'hell bezañ ar gorriganed... Dilabour, laoskentezh, follentez, emlazh a gaver en istor. Daoust ma echu mat (a-walc'h)... Ur wellaenn 'vefe da zegas da lodennoù 'zo (emzalc'h ar polis da skouer). Skrivet eo bet an oberenn evit reoù yaouank. Dezhio da lavarout o soñj...



Re an tu all gant Yann-Fulub Dupuy, embannet gant An Alarc'h, 9 €.

Ur pezh-c'hoari e tri arvest eo *Re an tu all*. Savet mat, en ur vevzh kempenn. Ar gwellañ doare da dañva ur pezh-c'hoari eo mont d'e weler evel-just. Ur mennozh dreist en deus bet an embanner o lakaat ur CD gant an destenn. Enrollet eo bet ar CD-se gant c'hoarierien ar pezh. Peadra da gavout un tamm eus plijadur an arvesterien. Un harz a zo etre *Ker Yezhañ* ha *Ker Uhelan*... « Ul linenn hep mui ken, ul linenn ha n'eus anezhi nemet e spered an dud hag a dalv kement hag ar mogerioù savet amañ hag ahont da zispartañ pobloù ar bed, korf hag enc » eme Mich Beyer en he gerig « a-raok kregin da lenn pe da c'hoari ». Danvez preder eta. Met estreget se zo : ur pezh-c'hoari eo ! Mar gellit mont d'e weler, kir ! Ma n'hellit ket lennit an destenn ha selouit ar CD...

Herve Lannuzel

Resevet hon eus...

♦ Trésors du breton de l'île de Sein – bredoneg ar gear, on teuzeur gant Christian Fagon ha Yann Riou, embannet gant An Alarc'h.

Histoire

Élections : la question de l'alcool public

LES ÉLECTIONS LOCALES ont longtemps été l'occasion d'une convivialité masculine accrue et d'excès de boisson. Les diverses archives départementales de Bretagne en recèlent les preuves manifestes. Nous nous appuyons ici sur des recherches faites aux archives des Côtes-du-Nord et dans la presse locale, essentiellement dans le Trégor'. Chaque candidat connaissait les excès potentiels commis à chaque élection et tentait parfois de les prévenir... en vain !

En 1876, un candidat de la droite avait pris de bonnes résolutions : il avait déclaré qu'il ne paierait pas à boire. Il devait constater ensuite que « beaucoup se sont abstenus pour ce seul motif. » C'est qu'au-delà du verre de l'amitié beaucoup offrent de véritables libations à leurs électeurs éventuels.

En 1887, on évoque les femmes et les enfants alcoolisés par les proches des candidats en même temps que les hommes adultes, seuls électeurs. Les notables se défendent en arguant que « toutes les élections se pratiquent ainsi dans nos contrées ».

On signale même un décès en 1898 à Fleumeur-Bodou, lié à une surconsommation alcoolique électorale. L'élus se défend encore en affirmant qu'à Lannion « toutes les élections se sont toujours déroulées comme cela ». Le passage au vin rouge, surtout à l'issue de la guerre de 1914-1918, va aggraver le phénomène.

« Honteuses beuveries »

En mai 1929, la gauche perd les élections municipales de Lannion et dépose un recours contre la liste du centre (laïque également) du nouveau maire Edgar de Kergariou, tout aussi « radical » que son concurrent.

Un journal de droite note alors que « dans beaucoup de petites villes de basse Bretagne, les élections se font à coup de distributions d'alcool », malgré les protestations de nombreuses mères de famille, toujours interdites de droit de vote.

Et d'accuser la liste victorieuse de devoir son succès à de « honteuses beuveries », un tiers des électeurs de cette liste étant arrivés à l'urne complètement ivres. On les accompagnait pour éviter qu'ils se trompent de bulletin !

Reprochant au centre d'avoir tenu une buvette dans un garage situé à deux

cents mètres de la mairie-bureau de vote, la gauche dépose un recours devant le conseil de préfecture, qui renvoie les protagonistes dos à dos, ou plutôt verre à verre. Certes, le conseil invalidait les élus de la liste du centre en raison « des libéralités en argent et en consommations » auxquelles elle se serait livrée.



Une des compositions « solides et vivantes » du peintre trégorrois Théophile Salaün (1857-1909).

à nous mettre, bonnes gens, l'eau à la bouche¹ ! ».

Il faut dire que les listes du centre et de gauche différaient peu par leurs programmes, que les communes bretonnes avaient des moyens tellement limités que les différences entre les politiques suivies étaient minimes, que la composition sociologique des municipalités priorisait des notables qui se ressemblaient beaucoup.

Bref, à l'analogie des projets politiques, l'électeur répondait par un pragmatisme ludique et largement apolitique : obtenir le maximum de libéralités des candidats aux fonctions suprêmes et profiter de l'aubaine de l'alcool libre et gratuit, de plus en plus apprécié dans une société sans perspectives, où l'alcool et le suicide progressent en flèche.

Finalement, la dérision était une réponse du citoyen face au vide des propositions, un peu comme l'abstention d'aujourd'hui est une réponse à l'impuissance du politique sur les conditions de vie réelles.

Un facteur de lien social

Par contre, les élections cantonales et législatives seront nettement plus politisées avec la dépression agricole qui sévit jusqu'en 1934 – baisse des prix et surproduction –, doublée d'une crise politique au sommet. Huit circonscriptions bretonnes vont élire des députés socialistes, dont deux paysans trégorrois, aux élections de 1936 dans le cadre de l'accord de Front populaire. Les dernières positions solides des radicaux seront ébranlées par la guerre, où les partis nés de la Résistance ou fortement actifs dans sa dernière phase, communistes et républicains populaires, prendront les places.

Dans la tristesse d'une Bretagne en déclin, l'alcool ne disparaîtra pas des campagnes électorales, mais ne sera plus l'objet de recours an nul. Il subsistera, surtout en milieu rural et des petites villes, comme un facteur de lien social accru, un rayon de soleil dans une vie quotidienne difficile.

Jean-Jacques Monnier

1. Voir notamment la mémoire de Yann Forestier : *Droite et vote de droite dans l'amondissement de Lannion*, UBO, 1994.
2. Reproduit dans notre article des *Nouvelles de Lannion*, mai 1995.

Sortir du nucléaire... à quel prix ?

Destructions des sols, augmentation des gaz à effet de serre, exploitation des populations, pollution sonore, de l'eau, de l'air, du sol, du sous-sol, des rivières, des cours d'eau. Tout cela se passe au cœur de l'Europe, en 2015, au pays des Sorabes, une minorité vivant sur le territoire allemand. Pierre Fourrel s'est rendu sur place.

L'Alliance libre européenne (ALE) a été le témoin du saccage du territoire sorabe lors de son assemblée générale en avril dernier, à Bautzen, non loin de la Pologne, dans les länders de Brandebourg et de Saxe.

Edith Penk, élue locale, membre de la minorité slave sorabe, a décrit la destruction de la nature (et par extension celle du peuple sorabe, présent ici depuis le VII^e siècle) du fait de l'exploitation du lignite, une sorte de charbon : « Notre habitat disparaît, nous avons perdu 17 000 hectares. On nous vole notre identité, nous sommes balayés de la carte, chassés. Notre génération est perdue.

« Le sol contaminé ne peut plus être cultivé. Cette exploitation sauvage catastrophique, qui provoque des excavations énormes, est prévue jusqu'en 2050. Comment peut-on espérer une remise en état ? »

« Dans une brume grise... » Cent trente-six villages ont déjà disparu, dont 80 pour lesquels il ne reste plus aucune trace. Sur un territoire qui compte 5 % de la population allemande, on produit 10 % de l'énergie de toute l'Allemagne en brûlant le lignite dans des hauts-fourneaux. Cela affecte une belle région, la Spreewald, site classé à l'Unesco et réserve naturelle très riche pour contourner le tout. Certains travaux ont été entrepris pour tenter de replanter une forêt, mais l'eau ne reste pas, elle disparaît dans le sol. À l'heure de l'éolienne et du solaire, ici c'est le CO₂ qui triomphe.

Les villages bordant l'exploitation de lignite sont victimes d'une grande pollution. Hannelore Wodtke, une riveraine, a elle-même développé un cancer des poumons : « Nous vivons dans une brume grise, dans le bruit assourdissant, dans la poussière et les particules fines, qui provoquent l'irritation des yeux, de la peau, mais aussi toutes sortes de maladies, des cancers, des maladies cardiovasculaires et des troubles du sommeil, surtout chez les enfants.

« Les constructions subissent aussi des dommages, des fissures, conséquence des effondrements du sol et des glissements de terrain. Les protestations des habitants sont méprisées et rejetées. Jusqu'à présent, le tribunal administratif de Bautzen ne prend pas les plaintes en compte. »

Ironie de la situation, la société d'exploitation du lignite a construit un belvédère pour que les touristes puissent contempler cette victoire de l'homme sur la nature ! Du haut des cinq étages, seule une terre jaune, noire et morte est visible. « Un désert » comme disent les gens d'ici. Pas une herbe, pas un oiseau, tout est nettoyé, tout est propre.

Des excavatrices énormes aux allures de dinosaures creusent jusqu'à 100 mètres de profondeur sur ce gigantesque terre-plein de 100 kilomètres carrés. Ce chantier, commencé par les nazis, poursuivi après la guerre et ralenti il y a quelques

années, repart de plus belle. Le résultat : il n'y a plus d'eau potable à Weißwasser (« eau blanche »), une ville qui doit son nom à la qualité – passée – de son eau ! On y achemine l'eau par tuyaux, puisée à 50 kilomètres d'ici.

Le business de l'énergie

Que faire ? Difficile de se dresser devant la puissante société de l'État suédois Vattenfall, implantée dans plusieurs pays européens pour produire ou fournir de l'électricité depuis la déréglementation du marché.

À la suite de la décision allemande de sortie du nucléaire, le bras de fer est commencé : Vattenfall réclame des milliards d'euros de dédommagement et s'est jeté sur le lignite, pour lequel l'entreprise prévoit d'augmenter la surface d'exploitation de 20 %, détruisant de fait de nouveaux villages. Des actes en complète contradiction avec sa communication sur l'énergie durable et la réduction du CO₂.

Face aux dommages industriels, la réplique des populations est encore timide, mais ne fait que commencer. Le président de Lauzitzer Allianz, Hannes Wilhelm-Kell, est déterminé : « Des actions en justice vont être entamées, et des demandes d'indemnisation pour les terres agricoles disparues vont être engagées. Pour le moment, le gouvernement allemand ne soutient rien. Mais les actions vont se multiplier. »

L'ALE promet avec l'aide des verts et de Greenpeace de défendre les victimes de cette exploitation dont font partie les Sorabes et de faire connaître la responsabilité de l'État suédois dans cette catastrophe environnementale, sociale et culturelle. Le problème sera porté devant le Parlement européen.

Pierre Fourrel

Un paysage lunaire peuplé de monstres mécaniques...

L'autonomie démocratique au Rojava

« Soyons réalistes, exigeons l'impossible » : cette célèbre devise attribuée à Che Guevara s'applique assez bien aux Kurdes de Syrie qui, depuis 2012, vivent sans l'État syrien. À la croisée de la Commune de Paris et des zapatistes du Chiapas, les Kurdes construisent pas à pas l'« utopie Rojava ». Du 11 au 19 avril, une délégation de l'association Amicités kurdes de Bretagne s'est rendue au Kurdistan et plus précisément en Syrie, dans le canton de Ciziré. Gaël Briand faisait partie de l'expédition. Il s'est intéressé à la question de l'autonomie démocratique, cette doctrine imaginée par Abdullah Öcalan, dit « Apo » (l'Oncle), le leader de la révolution kurde, emprisonné en Turquie depuis 1999.

Rojava. Roj ava. Le jour qui tombe. L'Ouest, donc. C'est ainsi que l'on appelle le Kurdistan de Syrie, territoire se divisant en trois cantons (Afrin, Kobané, Ciziré) et comptant au total environ quatre millions de personnes. En face d'eux, l'État islamique (Daesh en arabe) d'un côté et le régime syrien de l'autre, tous deux hostiles à la présence kurde dans cette région du monde.

Une voie nouvelle

Quand Bachar el-Assad a partiellement quitté le Kurdistan à partir de 2012, le peuple kurde a dû faire face. Alors que toutes les anciennes structures de l'État syrien s'écroulaient une à une, le Parti de l'union démocratique, le PYD, a pris progressivement la place en proposant un système alternatif reposant sur le volontariat de la société. Ce système, c'est l'« autonomie démocratique ».

Cette expression fait référence à une idée développée par Abdullah Öcalan, leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans son ouvrage *Confédéralisme démocratique*. Il s'agit de créer une gouvernance qu'« on peut qualifier [...] d'administration politique non étatique ou encore de démocratie sans État ».

Selon Öcalan, « les démocraties gouvernement, là où les États se contentent d'administrer. Les États sont fondés sur la force, les démocraties se basent sur le consensus collectif. Les postes de responsabilité de l'État sont attribués par décret, bien qu'ils soient en partie légitimés par des élections. Les démocraties fonctionnent avec des élections directes. L'État considère comme légitime l'usage de la coercition, tandis que les démocraties reposent sur la participation volontaire ».

En somme, la règle numéro un de l'autonomie démocratique, c'est la participation de la société. Le confédéralisme démocratique ne rejette pas forcément les États existants, mais plutôt les États-nations assimilateurs. De nombreux Kurdes du Rojava souhaiteraient que la Syrie devienne confédérale plutôt que de réunir les quatre parties du Kurdistan dans un même État.

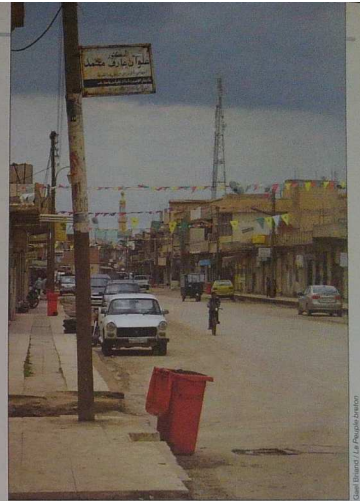
Le contrat social kurde

Cette idée a été largement partagée par les Kurdes du Rojava qui, en nous accueillant en Syrie après la traversée du Tigre, nous ont expliqué que « le plus important pour [eux], c'est l'humain, la société » et que « les rela-

tions sociales sont plus importantes que la bureaucratie ». D'où la création du TEV-DEM, le Mouvement pour une société démocratique, une sorte de gouvernement autonome.

Cette structure regroupe en réalité toutes les composantes du contrat social kurde, à savoir les différents partis kurdes qui ont accepté (ceux qui sont proches du PDK n'y sont pas, par exemple), mais aussi les communautés arabes, syriaques, yézidiennes, turkmènes et même tchétchènes. Abdullah Öcalan légitime cette prise en considération de la diversité en expliquant qu'il ne faut pas faire « l'erreur de croire que les sociétés doivent être des entités homogènes et monolithiques ».

Meskin Ahmed, administratrice de TEV-DEM, résume la création de ce confédéralisme en gestation, ce « système de remplacement » : « Le vide administratif lié à la guerre a permis de réaliser ce projet. Des discussions étaient en cours avec toutes les communautés pour faire accepter par tous un projet commun. Chaque communauté nationale est représentée par un système de quota (au moins 10 % de représentants pour chacune). Au départ, les gens ne savaient pas comment cela pourrait fonctionner. »



La ville de Tirbespiyé, en Syrie.

La religion

Le peuple kurde présente une diversité religieuse peu commune au Moyen-Orient : le zoroastrisme est sans doute, avec le mithraïsme, à l'origine du yézidisme (environ 700 000 pratiquants), considéré comme la religion originelle des Kurdes, avec le yarsanisme (Iran) et l'alévisme (plusieurs millions de pratiquants en Turquie). Quelques Kurdes juifs, n'ayant pas émigré en Israël, se maintiennent en Irak, ainsi que les Kurdes chrétiens. Les principales communautés chrétiennes du Kurdistan (probablement deux millions de personnes) sont les Arméniens (dont les « Arméniens cachés ») et les Syriques, qui sont kurdophones mais utilisent l'arméen essentiellement comme langue liturgique.

Les autres Kurdes sont essentiellement sunnites, mais quelques tribus sont chiïtes (notamment les Shabaks en Irak). Cette mosaïque religieuse a historiquement freiné les tentatives de construire un projet politique kurde autour d'une religion et a au contraire permis l'implantation progressive de la laïcité politique. De plus en plus de Kurdes sont athées, en raison notamment de l'influence du PKK. L'unité kurde est issue de la langue et de la culture, la religion constituant une dimension secondaire.

S.K.

L'administration Rojava existe depuis un an et demi désormais et, petit à petit, les urgences sont résolues, les problèmes sont réglés. « L'État ne sera vaincu que lorsque le confédéralisme démocratique aura prouvé sa capacité à résoudre les questions sociales », estime Apo du fond de sa geôle à Imlal. Régulièrement, des séminaires sont organisés afin de faire comprendre à la population comment cela fonctionne.

Concrètement, l'architecture institutionnelle du Rojava est divisée en plusieurs niveaux : la « commune » (réunissant de 7 à 300 personnes), l'assemblée de « quartier » (réunissant les communes) et le « canton », pour les décisions stratégiques. Les trois cantons sont confédérés. Chaque commune a des comités. Autant que possible, les communes sont chargées de régler elles-mêmes les problèmes qu'elles peuvent régler conformément au principe de subsidiarité. Abdullah Öcalan estime en effet que « la société ne veut pas du modèle d'administration centralisateur, qui a pour seule fonction de permettre aux monopoles de préserver leur pouvoir ».

Un projet complètement nouveau dans cette région du monde où la démocratie n'a jamais duré et où l'autorité est la norme. Pour Meskin Ahmed, « les gens ont du mal à se déshabiter

du système autoritaire. Il faut redoubler d'effort pour changer les mentalités et inciter à l'auto-organisation ».

Inciter à l'auto-organisation

Pourtant, l'enthousiasme semble de mise, à en voir la participation électorale, qui ferait pâlir de jalousie les « démocraties » occidentales. « Les dernières élections, ici, ont tourné autour de 80 % de participation malgré la guerre. Cela durait de 8 heures à 18 heures et à l'heure de fermeture théorique, il restait de longues files d'attente ! explique Meskin Ahmed. L'envie est d'autant plus forte que c'est la première fois que les gens peuvent vraiment voter.

Sous l'ancien régime [Bachar el-Assad], les votants étaient désignés. Souvent, une personne votait pour

toute la famille ! »

Tous les partis ayant pris part au contrat social peuvent se présenter aux élections. Chaque personne de plus de 18 ans est aussi libre de le faire. Les femmes, bien sûr, peuvent voter, ainsi que les réfugiés, s'ils décident de s'installer durablement.

Du point de vue économique, la logique est la même : la participation est recherchée, d'où la création de coopératives, principalement gérées par les femmes. Les deux objectifs principaux sont de développer un système de solidarité à l'intérieur de chaque commune et d'apprendre aux gens à travailler par eux-mêmes.

Dans ce pays potentiellement très riche du fait de son pétrole abondant et de son blé florissant (40 % du blé syrien vient du Rojava et on fait jusqu'à deux récoltes par an !), il est très difficile de se procurer un certain nombre de biens de consommation, même courants. Des la frontière, pourtant, le ton était donné par nos hôtes : « Au début de la révolution, nous étions très isolés, il n'y avait pas d'échanges avec le reste du monde du fait de l'embargo. Nous vivions grâce à une économie basée sur l'autosuffisance. On travaillait nous-mêmes et on récoltait l'argent du peuple. C'est grâce à notre modèle que nous avons attiré l'attention de la communauté internationale. »

Ce modèle, c'est un savant mélange de réforme agraire et de redistribution. Certaines terres, celles sur lesquelles est cultivé le blé notamment, appartiennent au gouvernement. C'est le ministère de l'Agriculture qui s'occupe de les faire cultiver, ce qui revient à dire que certains paysans ont des fonctionnaires.

Pour les autres, c'est le système coopératif qui est adopté : quelqu'un possède une terre, d'autres possèdent

de l'argent qu'ils mettent en commun pour les dépenses liées aux cultures. Le fruit de la révolte est ensuite partagé au sein de la commune. La répartition entre cantons est également prévue et organisée, même si Daesh s'est emparé des couloirs reliant les cantons.

Le pays est toujours sous embargo : la frontière turque est fermée (seul le poste de Qamişlo ouvre parfois, mais il est tenu par le régime syrien), la frontière avec le Gouvernement régional kurde en Irak s'ouvre au compte-goutte. De ce fait, le travail du gouvernement provisoire en matière économique consiste essentiellement à rechercher des marchés à l'international, le marché intérieur n'étant pas suffisant pour faire vivre les paysans.

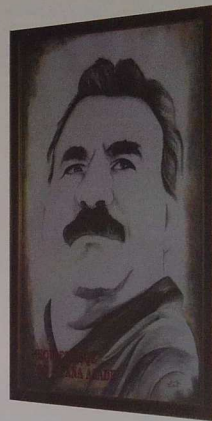
« L'année dernière, il y a avait juste assez de blé pour la population locale, mais, cette année, il y a sur-production », explique Bedran Ciyakurt, conseiller au gouvernement. De même, les puits de pétrole qui jalonnent la route de Qamişlo sont pour la plupart arrêtés, faute d'exportation possible. Une seule raffinerie est à peu près en état de marche mais produit un gazole de très mauvaise qualité, qui alimente notamment les groupes électrogènes sur tout le territoire, les lignes à haute tension vers les centrales, sous contrôle de Daesh, étant coupées. Sur les bords des routes, des enfants vendent des bouteilles d'eau remplies d'essence.

Autonomie n'est pas autarcie

Et c'est tout le paradoxe du Rojava, qui réussit à développer un modèle unique, cette « autonomie démocratique », parce que les frontières sont fermées, mais qui aura de plus en plus besoin de se connecter au monde, car l'autonomie n'est absolument pas une autarcie.

Bedran Ciyakurt explique que, pour le moment, le financement de ce modèle repose en partie sur « beaucoup de contributions volontaires [qu'il] viennent de l'étranger ». Le système est très ancré dans le territoire et à l'image des peuples qui le composent, mais reste fragile, car dépendant de capitaux de l'étranger, notamment des expatriés qui financent la révolution.

Ce paradoxe, on le retrouve, d'une autre façon, dans le domaine de la santé. Un double système public-privé, comme pour l'économie, est mis en place. Les médecins privés se font payer par les patients et les centres de santé publics sont gratuits. S'il y a une situation d'urgence, le secteur



Portrait d'Öcalan.

les besoins. Il faut que le comité soit émancipé », précisent les co-ministres de la Santé (une femme, un homme).

Dans chaque assemblée, il y a des comités sur diverses thématiques allant de la formation à l'urgence en passant par l'hygiène, l'éducation à la santé, la prévention des maladies, la médecine par les plantes, dont les membres recueillent les techniques médicales auprès des plus anciens... jusqu'au comité de surveillance, pour savoir si les soins donnés sont justifiés.

L'organisation des soins

Comme pour la gouvernance, des séminaires sont organisés pour la population. Là encore, les deux co-ministres rappellent que « pour qu'un système réussisse, il faut que la société participe ». C'est dans cette optique que, dans le canton de Cizîrî, plus de 1 500 personnes ont été formées aux premiers secours. Dans un pays sous embargo, difficile de faire face. Mais cette organisation a réussi à limiter les dégâts : les soins sont gratuits pour les victimes et plusieurs médecins ont travaillé – et travaillent encore – bénévolement pour soigner les blessés.

Le gouvernement s'appuie très fortement sur le Croissant-Rouge kurde, principal acteur à faire face à la crise humanitaire en fournissant les médicaments si difficiles à obtenir, à faire passer à travers les frontières.

Lors de l'attaque de Şengal par l'État islamique, plus de 125 000 réfugiés sont passés au Rojava et le pays a accueilli plus de 20 000 blessés en quinze jours. « Des le troisième jour, 130 médecins sont venus de toutes les villes du canton. Les États auraient sûrement été débordés », assurent les co-ministres.

Toutefois, les manques en matière de santé sont énormes ! Certes, il y a suffisamment de médecins, mais ceux-ci ont toutes les difficultés du monde à soigner les maladies graves ou à faire des dialyses, agir contre la polio ou la rage... « Il manque beaucoup de vaccins, il n'y a rien contre les morsures de serpent ou de scorpions », expliquent les co-ministres avant d'ajouter : « Évidemment, Damas ne nous fournit rien ! Et le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak ne laisse pas passer les médicaments. L'aide humanitaire des ONG kurdes d'Irak n'a même pas pu passer la frontière à Semalka ! Quant à la Turquie, elle n'ouvre de toute façon pas ses frontières, même en cas d'urgence humanitaire. »

privé est sollicité et le coût est pris en charge par le gouvernement.

Le gouvernement autonome du Rojava ne cherche pas à déloger l'administration de Bachar el-Assad des hôpitaux tant qu'elle assure le travail. Depuis la destruction de l'hôpital de Serê Kaniyê en 2012, il ne reste plus que deux hôpitaux publics : un à Qamişlo et un autre à Dêrik, tous deux toujours financés par Damas.

Hélas, ces hôpitaux n'ont quasiment plus de matériel, ni de personnel (ou très peu), encore moins de technologie. Ils ne peuvent donc pas faire face aux urgences, ni accueillir les soldats blessés.

La santé s'organise donc avant tout au plus près de la société. Des structures de santé ont été créées un peu partout sur le territoire du Rojava, dans les trois cantons. Dans ces centres sont réunis les professionnels de la santé, quel que soit le domaine. Ce sont eux qui ont le pouvoir de décision et non le gouvernement.

Ces professionnels tiennent des assemblées générales pour tout le Rojava, puis pour chaque ville. « Ces assemblées générales ne sont pas rattachées au gouvernement, mais dépendent de la société, car le gouvernement ne peut répondre à tous

Passée la frontière du Rojava, l'air sent le canard... et le pétrole ! Des centaines de dômes ponctuent la route, pour moitié arrêtés du fait du manque de débouchés économiques.

David Bédard / Le Peuple breton

Autre priorité pour l'émancipation, le système éducatif. Fidèles à leur démarche civique inclusive, les Kurdes élaborent un projet multilingue. Sous Bachar el-Assad, l'arabisation forcée de la Syrie ne laissait aucune place à la langue kurde, ni dans le milieu scolaire, ni dans la vie publique, même les prénoms kurdes étaient interdits. C'est évidemment cette première injustice qui a été réparée. Malgré le manque de manuels scolaires et de dictionnaires en kurde sur place, les cours s'organisent.

Dans les couloirs de l'Académie des sciences sociales de Mésopotamie, fondée en 2014, on croise peu de personnes (il n'y a que 70 élèves pour le moment), mais des portraits d'Apo sont accrochés un peu partout. Parmi les élèves, on compte une majorité de femmes. Or, justement, Abdullah Öcalan met la femme au cœur du nouveau projet kurde. Ainsi, les deux matières enseignées en priorité sont, selon la directrice, « l'histoire et la sociologie, dont la gynologie (science des femmes) ».

L'importance des sciences sociales

« Notre histoire a été interdite par Bachar el-Assad, il faut tout réapprendre. La sociologie est primordiale dans notre cas, car il faut connaître la société, les relations au sein de la famille, du groupe, de la tribu et faire un diagnostic. Plus tard, nous introduirons la géographie, puis la philosophie », explique la directrice.

Cette académie participe à la formation des futurs enseignants, le cursus étant de deux ans. Chaque trimestre est réservé à une matière et le dernier à un rapport de recherche. L'enseignement y est gratuit et dispensé en langue kurde pour le moment, même si la langue de communication entre les communautés reste l'arabe. « Quand il y aura des Arabes et des Syriens, nous intégrerons ces langues également. Hors de question d'empêcher un Arabe de connaître son histoire », précise la directrice. Juste à côté de l'Académie des sciences sociales se trouve l'Académie de la langue kurde, longtemps occupée par le régime syrien. Dans cette académie, on forme les enseignants en langue kurde, de tout niveau, mais on enseigne aussi la pédagogie et la littérature.

Notre hôte nous explique que la première classe dans le Rojava se fait

en immersion en kurde pour tout le monde. On y donne aussi des cours d'arabe. Puis on donne cinq heures de cours de kurde par semaine dans toutes les classes. Dans les villages où l'arabe est majoritaire, on n'a pas envoyé d'enseignants de kurde.

À partir de la quatrième classe, les élèves peuvent choisir une langue supplémentaire dans leur cursus. Ce multilinguisme est d'autant plus important qu'au Rojava, si une per-



Les YPJ (Unités de protection des femmes) ont fait la renommée des Kurdes dans le monde en apparaissant jusque dans des magazines de mode occidentaux !

sonne fait une demande à l'administration, celle-ci doit lui répondre dans sa langue. Un point d'honneur est mis à ce sujet : « Si les différentes communautés vivent ensemble, l'apprentissage de la langue se fera », assure la formatrice.

Le gros problème du côté de l'enseignement reste la disponibilité des manuels. À défaut d'imprimeries capables de fabriquer des manuels de qualité au Rojava, les livres viennent du camp de Maxmûr au Kurdistan d'Irak et sont donc difficiles à faire passer.

Mais tout ce « remue-ménages » n'est possible que parce que l'intérieur du Rojava est en paix. La directrice de l'académie nous explique d'ailleurs que si cette dernière semble vide, c'est que beaucoup de jeunes ont rejoint les YPG pour défendre leur pays et libérer le territoire qui reste oc-

cupé par l'État islamique. On oublierait presque que le pays est en guerre tant les rapports sociaux sont apaisés.

Même dans l'armée, l'autorité n'est pas pesante : la chaîne de commandement est courte et les jeunes s'approprient à apprendre ce que les anciens guérilleros du PKK leur enseignent. D'ailleurs, tous les soldats sont volontaires et aucun n'est forcé à rester.

Une armée multinationale

Selon Abdullah Öcalan, « seule l'autodéfense peut permettre de repousser [la] militarisation. Les sociétés qui ne possèdent pas de mécanisme d'autodéfense perdent leur identité, leur capacité à la prise de décision démocratique et leur nature politique. Par conséquent, l'autodéfense de la société ne se limite pas qu'à l'aspect militaire des choses. Elle présume également la préservation de l'identité, l'existence d'une conscience politique propre et un processus de démocratisation ».

On ne verra ainsi pas de Kurdes armés dans les rues, l'usage des armes étant réservé à la police, aux YPG (Unités de protection du peuple) et aux armées alliées (Gardes de Khabour, Conseil militaire syriaque, Forces d'al-Sana'id, Forces d'autodéfense).

Les YPG sont une armée multinationale, comme le projet kurde : parmi les combattants rencontrés, plusieurs sont arabes et luttent avec les Kurdes contre Daesh.

Hélas, pour les journaux internationaux, les véritables héros sont les « peshmergas », l'armée du Kurdistan d'Irak, ce qui fait dire au commandant sur le front que « les YPG vont faire la guerre et les peshmergas revoient les armes », avant de nous indiquer que « les armes du ministère français de la Défense sont passées par le PDK... et nous, nous n'en avons jamais reçu ! ».

Paradoxes

Concrètement, le « front » se matérialise par une tranchée et un talus de cinq mètres de haut au milieu de la plaine. À trois ou quatre kilomètres, les « daesh » sont postés et disposent d'une technologie plus avancée que les kalachnikovs des Kurdes ou les quelques armes qu'ils ont ramassés sur l'ennemi. Et pourtant, ce sont bien les Kurdes qui avancent, dominant au fur et à mesure le terrain laissé par l'ennemi. Le terrain, mais aussi les maisons et même parfois la nourriture !

Malgré tout, donc, les YPG avancent. Leur progression n'est pas facilitée non plus par le régime d'Assad. « Quand le régime apprend que les YPG attaquent quelque part, ils nous attaquent ailleurs pour diviser nos forces », explique le commandant de la base.

Alors que les médias occidentaux relayent l'idée que l'État islamique serait « antisystème », le discours du commandant est tout autre : « Ce n'est pas Daesh qui nous attaque, c'est le système. Nous, on fabrique une alternative. » Un paradoxe, car l'engagement des étrangers chez Daesh se fait justement contre un système jugé oppresseur.

Pour K., commissaire politique, « quand on est marginalisé, soit on devient révolutionnaire, soit on devient un assassin ». Chacun fait ses choix, comme nous le rappelleront quelques jours plus tard deux imams à Mardin,

au Kurdistan du Nord (Turquie), pour qui les néo-convertis se fourvoient en soutenant Daesh. De même, jusqu'à la prise de Palmyre par l'État islamique, Bachar el-Assad pouvait donner le sentiment de jouer avec Daesh contre les forces démocratiques kurdes.

Géopolitique des États-nations

La géopolitique ne fait donc aucune place aux peuples, mais se concentre sur la négociation entre États-nations. Le commandant explique pourtant qu'avec un peu de formation et du bon matériel, il ne faudrait pas trois mois aux Kurdes pour réduire l'État islamique en cendres. Le soutien aérien des forces internationales, s'il est utile du point de vue tactique sur les fronts tenus par les Kurdes, ne va pas jusqu'à frapper l'État islamique au cœur du territoire qu'il occupe ni sur les fronts entre les forces du régime et Daesh.

Les Kurdes comptent malgré tout sur la solidarité internationale. À l'instar de la guerre d'Espagne, on voit ici ou là des volontaires internationaux qui, s'ils tombent au combat comme la volontaire australienne Ashley Johnston, ont, à l'égal des autres YPG, leur photographie accrochée dans les « maisons des martyrs ».

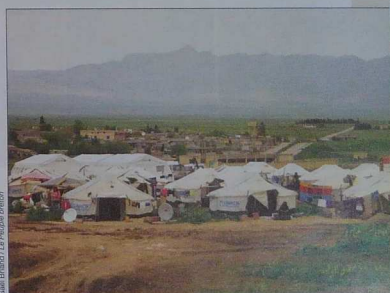
À la guerre comme dans toutes leurs autres activités, le peuple kurde du Rojava fait lui-même ce que l'État ne fait pas ou ne fait plus. Sa devise : « Jin, jiyar, azadi ! » (la femme, la vie, la liberté). C'est vraiment tout ce qu'on leur souhaite...

Gael Briand

1. Expression empruntée à un article du Monde du 23 janvier 2015 écrit par Bruno Denel-Laurant et Yvan Teller (membre des Amitiés kurdes de Bretagne et présent lors de cette délégation).
2. PDK, parti au pouvoir au Kurdistan d'Irak, d'obédience libérale.

L'URGENCE HUMANITAIRE POUR LES YÉZIDIS

En Turquie, en Irak ou en Syrie, on est frappé surtout par le nombre de campements yézidis. Depuis l'attaque du Sengal (Sinjar) par l'État islamique en août 2014, c'est tout un peuple qui vit dans un total dénuement et dont seuls les autres Kurdes s'occupent.



Camp yézidi de Newroz, non loin de Semalka.

Le 3 août 2014, l'État islamique attaque la ville de Sengal. Les peshmergas du PDK se retirent sans combattre. La fuite de plus de 50 000 Yézidis dans les montagnes de Sengal – sans eau, sans vivres – et les massacres commis par l'EI (plus de 5 000 morts) vont déclencher les premières frappes américaines le 7 août et une percée des troupes du PKK et des YPG le 9 août jusqu'aux montagnes, afin de créer un corridor humanitaire qui va permettre de sauver au moins 40 000 personnes. Le 21 décembre, le PKK, les YPG, les Yézidis et les peshmergas de l'UPK brisent le siège des montagnes et établissent un front à Sengal.

Pour pallier leur absence d'autodéfense, les Yézidis ont créé leur propre force, les YBS. En avril 2015, le Gouvernement régional du Kurdistan (Irak) arrête et emprisonne Heydar Shesho, commandant des YBS. La raison officielle, c'est que la force armée au Kurdistan d'Irak, ce sont les peshmergas. Mais peut-on reprocher à une population qui a été abandonnée par eux de ne pas vouloir intégrer ces unités ? La raison officielle est surtout que le pouvoir du PDK (libéral) craint une éventuelle autonomie cantonale du Sengal, demandée par les Yézidis, et, consécutivement, un accroissement de l'influence du PKK et de l'UPK (parti de gauche kurde d'Irak) au Kurdistan d'Irak.

Les camps sont protéiformes. Tantôt quelques familles qui survivent le long des routes, tantôt des camps organisés, mais à l'hygiène minimale. Le matériel se résume à quelques tentes fournies par le HCR, quelques tanks à eau siglés de la Croix-Rouge. Seul le Croissant-Rouge kurde intervient désormais dans le camp Newroz près de Dêrik pour fournir médicaments et assistance. Dans ce camp, les sanitaires construits par l'Unicef ont été mal conçus et sont dans un état déplorable. Dans les camps de fortune au Kurdistan d'Irak, près de Zakho, la situation sanitaire des réfugiés, en particulier celle des enfants, est déplorable.

S.K.

Élections britanniques : la lueur écossaise

Il aura fallu attendre le dénouement des législatives britanniques pour vibrer. Au terme d'un marathon politique, le coude-à-coude prédit par les sondages entre les conservateurs sortants et les challengers travaillistes a accouché d'une « nuit bleue ». Cameron est le grand vainqueur, la gangrène UKIP se répand, une guerre des roses est ouverte au sein du Labour. Dans ce paysage inquiétant, une éclaircie : la large victoire du Scottish National Party en Écosse. Récit d'une campagne vue depuis le pays de Galles.



Plus de 65 % des Gallois se sont présentés au bureau de vote (ici, à Aberdovey). Des militants du Plaid posent devant le local de campagne de Liz Saville Roberts à Pwllheli, juste en face de la maison qui a vu la naissance de leur parti, en 1925. Tout comme elle, Hwyl Williams a facilement été réélu à Arfon. Par contre, John Rowlands, ici en compagnie de sa femme Mali (en haut à droite), a échoué d'un rien sur Anglesey, malgré une campagne remarquable.

On sait, au moins depuis la formidable scène introductive du film *Raining Stones* de Ken Loach, que le mouton a plus à craindre des hommes au ventre creux dans des contrées aux inégalités chantées que des dévins sacrificateurs. Les mineurs de Rhondda Valley n'ont pas oublié le rouleau compresseur thatcherien, eux dont le territoire fait désormais l'objet d'une signalétique touristique. Le coloris de maisons ouvrières mitoyennes, continu sur plusieurs kilomètres, ne s'apparente en rien à une haie d'honneur, le vent du libéralisme et de la société de services a soufflé dans ce corridor industriel. Plus au nord, à Hirwaun, l'un des derniers rêves socialistes ouvriers dis-

paraît au jour le jour. Les travaux de régénération du site de la coopérative minière de Tower Colliery se poursuivent depuis l'extinction des veines de charbon en 2008. Les mineurs abandonnés par British Coal avaient choisi en 1995 d'investir leurs indemnités de licenciement dans le rachat de l'outil de travail. « Ces hommes ordinaires qui ont tenu tête aux patrons » l'auront autoexploité durant treize ans, au cours d'une expérience unique dans le monde. Ici, le vote conservateur n'existe pas, on reste travailliste, quand bien même on a à redire sur les perspectives du Labour. Le Plaid Cymru, le parti du pays de Galles, a progressé (27 %) dans cette zone ouvrière comme si,

peut-être, l'utopie de l'autogestion à l'œuvre à Tower pouvait se prolonger dans une réflexion plus large sur l'autonomie à l'échelle du pays de Galles et, de facto, au niveau du Royaume. Le référendum écossais n'a pourtant eu aucune influence au pays de Galles. Pas plus que n'en a eu la dynamique impulsée par la Première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, lors de cette campagne des élections générales.

Pays de Galles et Écosse à gauche

Mali Rowlands, la femme du candidat du Plaid Cymru John Rowlands sur Ynys Môn (Anglesey), confirme cette situation : il existe bien un accord entre le Plaid, le SNP et les verts, mais il s'agit d'un deal minimum contre l'austérité. Le candidat du Plaid sent tout de même un vent porteur sur un territoire où, nous dit sa femme, le député travailliste sortant subit une érosion de son électorat au profit du UKIP, l'extrême droite britannique. Son mari échouera à 229 voix en obtenant 30,5 % des suffrages.

Le Plaid espérait six députés, il ne conservera que ses trois sièges actuels : Hywel Williams à Arfon (43,9 %, + 8 points par rapport à 2010), Liz Saville Roberts à Dwyford Merionnydd (40,85 %, deux fois plus que son challenger) et Jonathan Edwards à Carmarthen East. L'électorat du Plaid aura sensiblement augmenté de 0,9 point (12,1 %) tout comme celui du Labour (36,9 %, + 0,6, 25 sièges), mais aussi celui des conservateurs (27,1 %, + 1,1, 11 sièges), qui gagnent trois sièges.

Le pays de Galles reste à gauche, tout comme l'Écosse, mais le plus inquiétant demeure la poussée du UKIP qui, avec 13,6 % des voix (+ 11,2 points), devient le troisième parti du pays de Galles, avec en vue une probable entrée à l'Assemblée galloise. En Angleterre, l'extrême droite obtient 14,1 % des voix pour une moyenne à l'échelle du royaume de 12,6 %, avec un petit 1,6 % de UKIP en Écosse !

L'autonomie est bien génératrice d'espoir à gauche et le meilleur rempart contre les replis xénophobes. Et c'est bien l'Angleterre qui vote majoritairement à droite et à l'extrême droite (plus de 63 % des voix), là où résident aussi 83 % de la population du Royaume, là où la richesse est concentrée.

Storytelling

Malgré les résultats économiques de David Cameron, sondages et médias persistaient à projeter dans l'opinion l'image d'un homme sur le fil... du rasoir. Dans ce récit autoalimenté, Ed Miliband devenait « Ed le Rouge » (Red Ed), celui qui, certainement le couteau entre les dents, allait entrayer la « carrière » de Cameron.

La veille de la tenue du scrutin, la presse britannique entretenait encore cette chimère de l'indécision avec, comme l'avait « commandé » Cameron en quittant Downing Street, la mise en scène d'un duel entre deux hommes, lui et Ed.

Il y avait tout de même, comme dans toute bonne histoire électorale, un troisième larron en la personne de Nicola Sturgeon, leader du SNP annoncé par avance comme le grand vainqueur de ces élections en Écosse, fort de la dynamique démocratique engagée lors du référendum sur l'indépendance en septembre 2014.

La veille du scrutin, avec la perspective d'une alliance entre les travaillistes et le SNP, le *Daily Telegraph* titrait en une « Nightmare on Downing Street », avec à l'appui une photo de Nicola Sturgeon. Dernière, cette question : est-il raisonnable de confier les clés du gouvernement aux travaillistes qui, qu'ils le veuillent ou non, seront contraints à une alliance avec un parti qui souhaite le démantèlement du Royaume ?

Sondages erronés, mais déterminants

Il y a bien longtemps que l'on n'entaille plus la panse des ovins pour lire les augures dans leurs viscères. Le mouton gallois peut paître en paix dans son valloir, les instituts de sondage sont désormais moins cruels – pour les animaux en tout cas – un halo de rationalité semble entourer leurs boules de cristal dont la magie leur échappe encore parfois.

Les prédictions se transforment alors en mirages, phénomène optique agissant sur la perspicacité des hommes soumis à une impression de réalité. Le jugement de l'opinion « introspectée » est fatalement affecté par l'oisie politique révélée qui devient le prisme d'interprétation de la campagne.

Loin d'être une entreprise d'observation neutre, le sondage est agissant. Le problème n'est pas tant que les prédictions ne se confirment pas, il réside surtout dans le fait qu'elles créent une fiction politique qui modifie le comportement de l'opinion. Les élections générales au Royaume-Uni montrent une nouvelle fois que l'opération de mesure de l'opinion peut se confondre avec sa manipulation sous l'angle, une fois n'est pas coutume, de la crainte.

Le développement d'un sentiment de peur vis-à-vis de l'adversaire politique devient une vilaine habitude symptomatique de l'absence d'offres politiques véritablement concurrentielles. On pourrait dire, avec un brin d'ironie, qu'au pays du capitalisme, ce n'est pas l'idéal de l'équilibre de l'offre et de la demande qui est opérant, mais celui de l'équilibre des offres politiques.

De nombreux politologues mettent en avant les convergences entre *Labour* et *Tories* sur l'économie, la sécurité et l'immigration, à des degrés divers dans la pratique du pouvoir, mais qui apparaissent comme une simple variation d'une symphonie libérale. Et voilà notre électeur britannique confronté à des prévisions qui, invariablement, annoncent un coude-à-coude entre Cameron et Miliband.

La traduction est relativement simple : l'absence d'une majorité à Westminster bloquerait l'action gouvernementale allant même, à défaut d'alliances compliquées dans tous les cas de figure, jusqu'à devoir potentiellement envisager de nouvelles élections. L'électeur pouvait-il risquer le blocage ? Quelle motivation politique à le faire ? Pour quel changement ?

David-Ed, Ed-David ? « Finalement, on a ce que l'on a, la certitude est devant nos yeux. » Cette absence de véritables choix explique le désarroi des Britanniques pour cette campagne avec, en prolongement, une lecture terre à terre de la situation. À défaut de convictions – hormis en Écosse – et compte tenu du poids des incertitudes, il restait l'essentiel en vue, la validation de la politique économique de David Cameron qui a mis en avant dans son bilan une croissance à 2,7 % et une forte réduction du chômage. Qu'importe les moyens, ce n'était plus le sujet.

Référendum européen : « double lock »

À 22 heures, à l'heure de la fermeture des bureaux de vote, le jeudi 7 mai, le sondage de sortie des urnes prenait le contre-pied de la « vérité » des prévisions. Les conservateurs étaient largement en tête, mais ne détenaient pas la majorité absolue (326), d'où une surenchère dans la presse sur les alliances de gouvernement : avec les libéraux démocrates tombés à huit sièges ? Avec les unionistes nord-irlandais dé-

tenteurs de huit sièges ? De leur côté, traumatisés par une défaite historique, les travaillistes étaient charriés par le *Styx* vers un enfer politique rougeoyant... Au cœur de cette « nuit bleue » inattendue, seul le SNP était au rendez-vous, avec 58 sièges sur 59 possibles. Finalement, ce sera 56 sièges (+ 50). Les *Tories* obtiendront la majorité absolue avec 331 sièges et les félicitations immédiates de la City.

Le Royaume-Uni se pare de bleu et bien qu'il n'obtienne qu'un siège et que son mentor Nigel Farage soit défait, UKIP gagne du terrain, invitant les conservateurs à pencher sur leur droite. Dans ce contexte, une nouvelle bataille d'importance pointée à l'horizon, celle du référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, prévu en 2017. Intelligente, Nicola Sturgeon a défendu l'idée du *double lock*, un double référendum à l'échelle du Royaume et des pays du Royaume, qui signifierait vraisemblablement la partition, l'Écosse et le pays de Galles étant favorables à l'Union européenne. Le SNP de Nicola Sturgeon domine outrageusement l'Écosse. Il devient la troisième force à Westminster et sa victoire devrait permettre une dévolution renforcée. Quand au Plaid Cymru, s'il n'a pas progressé en sièges, il a gagné en notoriété avec la participation remarquée et réussie de sa leader, Leanne Wood, au débat télévisé national du 12 avril.

Imagine-t-on cela en France, un candidat de Régions et Peuples solidaires en direct sur France 2 avec François Hollande, Marine Le Pen, Nicolas Sarkozy et compagnie lors de la prochaine présidentielle ? *To be or not to be, n'est-il pas ?*

Christophe Kergosien

Livres

♦ Bretagne-France : une relation coloniale



Que Gael Briand, le jeune responsable de ce journal, écrive un petit livre fort bien présenté à partir d'un grand classique un peu oublié, le *Portrait du colonisé*, d'Albert Memmi, peut surprendre. Il y a plus d'un demi-siècle, alors que la décolonisation du tiers monde était en cours, c'était le livre de chevet de chaque nouvel adhérent de l'UDB. Le slogan « Bretagne = colonie » était sur les murs, dans les discours et dans les grilles d'analyse.

Puis, au-dedans et au-dehors, on a cessé de faire référence au colonialisme interne, à l'issue des rattrapages bretons, d'un sentiment d'appartenance plus affirmé et de l'assimilation culturelle en cours. Pourtant, le groupe dominant, celui qui contrôle l'État et son idéologie, persiste à nier l'existence de différents peuples et continue à mener la politique qui conduit à leur disparition. Les deux portraits types rédigés par Memmi – *Portrait du colonisé* précédé de *Portrait du colonisateur* – s'avèrent d'une étrange actualité. Le rapport au pouvoir demeure un rapport dominé-dominant. Dans sa réaction de survie, le dominé réagit en créant des contre-mythes qui viendront répondre à ceux du colonisateur, avec le même romantisme idéologique. C'est une idéologie d'opposition et non la construction d'une alternative. Entre progressistes, cette construction commune doit être possible. Le livre est aussi un plaidoyer pour l'autonomisme démocratique, loin des mythes et du sectarisme, un appel pressant à la mise en mouvement des citoyens. À lire, bien sûr, avant de se lancer dans la recherche des modalités concrètes. Et comme c'est un essai, à discuter...

Jean-Jacques Monnier

(L'infin édition, 56 p., 6 € – par correspondance chez www.ljin-edition.fr : + 2 € de port)

♦ La Gauche et la Revendication bretonne



Georges Cadiou publie un ouvrage utile et intéressant, que l'on pourra lire d'une seule traite tant il est vivant et actuel. Ancien communiste, ayant quitté l'UDB pour des raisons de désaccord purement local selon lui, il connaît parfaitement l'histoire du PCF et du mouvement communiste international. Il nous montre comment les pères fondateurs ont été marqués par l'idéologie unitaire de la Révolution française. L'évolution du PCF, soutien des mouvements breton et alsacien autour des années 1930, puis adversaire acharné

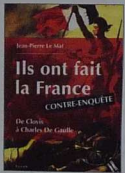
avec la « ligne Thorez » centraliste et nationaliste, s'ouvre au débat avec Georges Marchais (qui l'eût cru ?), notamment en Occitanie. Le livre parcourt également les positions des radicaux, des socialistes, notamment la Fédération socialiste de Bretagne du Nantais Brunellière, du PSU de Tanguy-Prigent et Rocard. Le rôle de l'UDB pour ancrer la revendication bretonne à gauche est bien sûr évoqué, comme l'influence intellectuelle de la mouvance intéressante de montrer l'influence intellectuelle de la mouvance UDB dans cette évolution provisoire de la gauche. Vingt-cinq pages seulement évoquent le « grand bond en arrière », la réforme territoriale jacobine, la métropolisation.

Description alerte et claire, le livre apporte peu d'explications : pourquoi ce retour en force de l'influence du lobby ultrajacobin, de Debray à Finkielkraut ? Vers 1983, le PS cesse de parler de « vivre au pays ». Vers 1990, l'appareil du parti reprend en main les fédérations. Cela correspond à la prise de pouvoir du courant Fabius. Le ver n'était-il pas dans le fruit bien avant, avec un jacobinisme révolutionnaire qui reprend la théorie de l'absolutisme royal et le conforte dans un néobonapartisme camouflé en républicain ? Mais c'est une autre histoire et peut-être un autre livre !

J.-J.M.

(Yoran embanner, 212 p., 10 €)

♦ Ils ont fait France. Contre-enquête



Jean-Pierre Le Mat entretient un blog instructif, *Contre-enquête.org*, où il fait un inventaire des positions racistes ou machistes de célébrités de l'histoire intellectuelle et politique de la France. Cela permet de les mettre en parallèle de ce que l'on a pu lire et dénoncer sous la plume de Bretons au XX^e siècle et de voir si l'émoi suscité et la condamnation a posteriori sont les mêmes. Il récidive sous la forme d'un livre très dense, avec le même raisonnement : si l'on considère les Bretons comme français, on doit les juger à la même aune que les autres.

Outre des notices biographiques, c'est un florilège de propos racistes, antisémites, sexistes et réactionnaires tenus par de grands noms de la culture française. De Gambetta à Combes, de De Gaulle à Jean Genêt en passant par Lorulot et autres grands noms de la libre-pensée. Les grands noms de la littérature, de Giraudoux à Aragon, ne sont pas indemnes non plus. Une critique cependant : l'utilisation de citations indirectes, de propos rapportés, tels ceux du journaliste Tournoux, dont l'authenticité n'est pas garantie. Le florilège ne manque pas d'impressionner, mais chaque historien du XX^e siècle pourrait compléter la liste. Un bel exemple de contre-culture, « prise de distance par rapport au savoir et par rapport aux mythes dominants », avec ici une volonté d'éviter le mensonge.

(Yoran embanner, 292 p., 16 €)

J.-J.M.

♦ Histoire illustrée de la Bretagne et des Bretons



Il s'agit ici de la réédition remaniée d'un volume paru en 2005 : un travail impressionnant de Joël Cornette, Brestois, agrégé d'histoire, professeur des universités, qui a obtenu en 2006 le grand prix d'histoire de l'Académie française pour la première version. Cette édition-ci se veut plus accessible, en partie réécrite et réactualisée et enrichie de 140 documents iconographiques. C'est un récit qui couvre l'histoire de la Bretagne du V^e au XXI^e siècle, c'est aussi le témoignage et la défense de cette terre tour à tour royaume, duché, province, qui a su résister à toutes les tentatives d'assimilation, de centralisation monarchique, de jacobinisme républicain agressif, d'étatisation planifiée et de francisation forcée. Un livre grand format, à lire ou à consulter pour en savoir plus sur l'histoire de notre pays.

Klaod Thomas

(Éditions du Seuil, 480 p., 39,90 €)

Notre livre du mois

Thierry Kranzer

Langues régionales au bord du gouffre ?

Yoran embanner

Thierry Kranzer sait de quoi il parle : ayant vécu sur trois continents, témoin privilégié à l'ONU de la protection des minorités, il s'est établi en 2001 à New York, où il préside l'Union alsacienne, la plus ancienne association française encore en activité dans cette ville. Il participe régulièrement aux rencontres interrégionales rassemblant les défenseurs des langues régionales de France.

Il offre dans ce livre des pistes pour sortir les langues régionales de France de la clandestinité. Héritière d'une tradition jacobine qui la pousse à faire taire l'autre, la France ne fait que manifester sa peur de la différence, sans se rendre compte qu'elle tourne ainsi le dos à un facteur de progrès.

Un potentiel de développement

Officialiser les huit principales langues régionales de France permettrait de tourner le dos à une défiance pathologique à l'encontre de la diversité linguistique et de libérer un potentiel unique et inestimable de développement économique et social.

N'oublions pas que dans ces huit langues « régionales », quatre sont également langues officielles ou nationales dans d'autres pays européens. Prenons le cas de l'alsacien, parlé en Alsace et en Moselle, très proche parent du suisse allemand ou cousin du français luxembourgeois : ces deux langues sont donc des langues officielles dans deux États parmi les plus riches du monde en terme de produit intérieur brut. La perte de leur pratique dans l'Hexagone induit la perte d'emplois qu'autorisait le bilinguisme des citoyens français frontaliers en Suisse, au Luxembourg et aussi en Allemagne.

Hannah Arendt a fustigé très tôt les dangers d'une égalité sans fraternité qui reflète l'image de l'enfer. Se féliciter comme l'a fait François Fillon « qu'au fil de l'histoire, les spécificités des langues régionales ont été gommées, mais au bout du compte le résultat n'est pas si mal avec une langue et une culture françaises magni-

fiques » et ajouter qu'« il faut préserver notre unité en combattant les comportements communautaires de nature ethnique ou régionale » relève du scandale.

De tels propos sont source d'accablement pour les partenaires européens de la France, celle-ci dominant l'impression qu'elle a peur d'elle-même, et sont inconcevables dans un autre État développé de l'hémisphère nord. Une telle forme d'aveuglement serait perçue comme du négationnisme et une apologie de linguicide. Dans la bouche de l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy, ces paroles sont d'autant plus étonnantes qu'il est marié à une native du pays de Galles, pays où 30 % des enfants sont scolarisés en enseignement bilingue et où la langue galloise est en progression.

La démocratie passe par la diversité

On pourrait citer de multiples autres exemples, comme celui de la Finlande, qui assure un cursus d'enseignement complet en suédois, alors que les suédophones représentent moins de 6 % de la population.

Et la langue bretonne dans tout cela ? Si, avec 5 % d'élèves dans les trois filières bilingues (publique, privée et Diwan), il n'y a pas de quoi pavoiser, la progression des effectifs en filière bilingue donne des raisons d'espérer, ce qui n'est pas le cas de région comme la Flandre française, où le flamand est quasiment en voie d'extinction. Le combat est loin d'être gagné et pourtant la démocratie passe par la diversité des langues et des cultures et par l'acceptation de sa différence et de sa langue.

C'est donc un livre convaincant, riche des arguments universalistes que nous offre l'auteur alsacien. Encore une bonne idée du « petit » éditeur breton !

Klaod Thomas

(Yoran embanner, 296 pages, 18 €)

Nous avons reçu...

et nous usons en parlerons si la place le permet :

- ♦ Faïch Rebours – *Les Suppliciés du Goëlo. Souviens-toi de Mairion !*, Astoure, 8 €.
- ♦ Olivier Levasseur – *Rene Quillivic*, Coop Breizh, 19,90 €.
- ♦ Yves Loisel – *Xavier Grall*, Coop Breizh, 19,90 €.
- ♦ Bertrand Thollas, Yvette L'Hostis – *Le Costume du Trégor-Goëlo*, Coop Breizh, 22 €.

- ♦ Jean-Luc Bannalec – *Étrange printemps aux Glénans*, Presses de la Cité, 21 €.
- ♦ André Cariou – *Max Jacob, le peintre inavoué*, Coop Breizh, 21,90 €.
- ♦ Gérard Lomenec'h – *Légendes des châteaux de Bretagne*, Coop Breizh, 17 €.
- ♦ Thierry Jigourel, Nicolas Ollivaux – *Les Jeux bretons*, Coop Breizh, 22 €.
- ♦ Bernard Merdrignac – *Le Trône et le Reliquaire*, Coop Breizh, 10 €.

Musiques de Celtic

par Philippe Cousin

THE BONNY MEN Moyné Road



Le mois dernier, je vous parlais du groupe Na Casaidigh. Cette fois, intéressons-nous à la génération suivante, puisque deux de leurs enfants, Maitiú et Naitale, respicient parmi les sept membres de The Bonny Men, aux débuts très intéressants il y a quatre ans.

Souvent comparés à Bothy Band ou Planxy, dont ils ont l'énergie foisonnante, ils viennent de commettre un second album, *Moyné Road*, du nom d'une rue de Dublin où ils ont leurs bases. Aux côtés des deux premiers cités, les frères Barry et Conor Lyons, à l'organe du groupe, ainsi que trois autres compères.

Ils nous proposent des morceaux traditionnels puissamment arrangés ainsi que cinq chansons originales.

Maitiú, qui excelle au *uilleann pipes* et vient de recevoir le titre de jeune musicien de l'année par TG4, fait montre sur une chanson en irlandais – *An Pótaire* – d'un talent faisant irrésistiblement penser à ses père et oncles.

Quant à Barry, il se n'est exprimé qu'en anglais sur les autres chansons, il nous fait entendre une délicate voix de ténor.

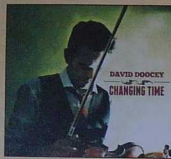
Au niveau musical, le trio infernal *uilleann pipes*, flûte et *fiddle* se taillent la part du lion, secondé agréablement par le bouzouki, le *bodhrán*, la guitare et les claviers.

En bons héritiers de Bothy Band, voire de Stockton's Wing, ils nous servent une musique redoutablement énergique, riche en arrangements, avec toute la fraîcheur de leur jeunesse. Pour un peu, les plus anciens d'entre vous se croiraient replongés dans les années du revival irlandais.

Décidément, ces « beaux mecs » (Bonny Men) ont tout des plus grands et vous devez absolument les découvrir si ce n'est déjà fait.

(Autoproduit Bon 2
www.thebonnymen.ie)

DAVID DOOCEY Changing Time



Comme beaucoup d'Irlandais, David Doocoy a fait le chemin inverse de ses parents, revenant s'installer dans le comté de Mayo. Natif du Massachusetts, c'est là-bas qu'il commence par apprendre le violon classique. Son retour en Irlande le fait bifurquer vers la musique traditionnelle.

Ancien de Grada et du Dave Munnally Band, il produit cette fois un disque sous son propre nom, *Changing Time*, album qui combine habilement la musique classique de sa jeunesse et la tradition irlandaise.

Pour ce faire, il s'est entouré de ses deux frères, Patrick aux guitares et Kevin à l'accordéon, de Ryan Molloy aux claviers ainsi que des frères Doherty, Stephen à la flûte et Kevin à la basse.

Album original s'il en est, celui-ci ne nous sert pas les habitudes réels, *jigs* ou *hompipes*, même si, de-ci de-là, l'un de ceux-ci pointe le bout de son nez. Sur les 12 titres et 23 airs ici présents, David en signe six, parmi lesquels deux morceaux – *Dark Shadows* et *A New Dawn* – composés pour un documentaire sur les *Magdalene laundries*, ces institutions tristement célèbres pour avoir tenu enfermées des années durant les « filles perdues », comme on disait à l'époque.

De nettes influences jazzy apparaissent sur *The Broken Pledge* soulignées par quelques riffs de guitare diabolique. David Doocoy ne jouant pas seulement du *fiddle*, il donne un aperçu de son talent au concertina sur *Man of the House*.

Par le passé, David Doocoy a accompagné des musiciens tels que Michael McGoldrick, Sharon Shannon ou Martin Hayes. À l'écoute de ce très bel album, on comprend pourquoi ceux-ci avaient fait appel à lui.

(Autoproduit DM001
www.daviddoocoy.com)

THE KILFENORA CÉILÍ BAND Now is the Hour



Caractéristiques du comté de Clare dans l'Ouest irlandais, les *céilí bands* sont une institution en Irlande, chargés d'animer les soirées dansantes, un peu comme les sonneurs dans les festou-noz en Bretagne.

Parmi tous ces groupes, le Kilfenora Céilí Band est le must de ce genre de musique puisque le groupe a été fondé il y a plus de cent ans. Inutile de préciser que les musiciens du début mangent les pissenlits par la racine.

Quoi qu'il en soit, une partie de l'équipe actuelle y joue depuis une vingtaine d'années et ils nous présentent leur sixième album, *Now is the Hour*. Comptant treize membres dans ses rangs, s'y ajoutent cette fois six autres musiciens, dont le chanteur de Galway Don Stiffe, déjà présent sur le précédent enregistrement, sur cinq chansons au lieu de deux en 2012.

Si à l'origine les *céilí bands* avaient pour but de faire danser les gens, depuis peu le Kilfenora Céilí Band s'oriente davantage vers les concerts, ce qui explique en partie la présence d'un chanteur. Des arrangements originaux lui confèrent un son plus contemporain que dans les autres *bands*. Pour preuve la présence de la contrebasse, du violoncelle et du bouzouki.

Si les *jigs*, réels et marches constituent l'essentiel du répertoire, on reconnaît au passage les standards *Clare to Hero* ou *The Rocks of Bawn*. Plus originaux mais peut-être moins réussis, *My Heart's Tonight in Ireland* d'Andy Irvine.

Produit par le flûtiste de Lúna-sa, Kevin Crawford, l'album déroule treize titres se concluant par une superbe valse de derrière les fagots.

(Autoproduit KCB 102
www.kilfenoracelliband.com)

RÚSTICA



La musique galicienne, j'ai eu maintes fois l'occasion de vous le dire, est extrêmement vivante. Les *gaiteros* sont légion, mais il existe une foule d'autres musiciens ainsi que, ne l'oublions pas, les chanteurs traditionnels.

C'est à la réunion de quatre fortes personnalités de la scène galicienne que nous avons affaire cette fois. Cristina Pato, qui célèbre ici ses quinze ans de carrière, est une joueuse de *gaita* et pianiste renommée qui a eu l'occasion de se produire un peu partout, notamment aux USA. Davide Salvado, quant à lui, est un percussionniste traditionnel doublé d'un chanteur à la voix citharée et presque sensuelle.

Ils se sont associés à Anxo Pintos, qui a, depuis plusieurs décennies, fait résonner sa vielle à roue au sein de groupes comme Berroguetto ou Soudeseu, et à Roberto Comesaña et son accordéon chromatique.

L'album *Rústica* est avant tout le fruit d'affinités profondes et de découvertes musicales. Une véritable lettre d'amour à l'héritage culturel galicien, à l'amitié et à l'émotion. On y entend de vieilles chansons traditionnelles ou d'autres plus récentes magnifiées par la voix extraordinaire de Davide.

On découvre avec intérêt l'association étonnante de deux instruments a priori dissemblables : la *gaita* et la vielle à roue. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que la magie opère : écoutez donc *Mens ou Erbecedo* et vous vous prendrez à marquer la mesure en cadence.

C'est frais, novateur, insolite. Un seul regret, la brièveté de cet opus, qui ne compte que huit morceaux et seulement une trentaine de minutes. À découvrir.

(Fol Musica 100FOL 1083
www.folmusica.com)

Jean-Charles GUICHEN Elipsenn



Nouveau tournant dans la vie musicale de Jean-Charles Guichen, commencée sur les chapeaux de roues et de façon tonitruante, on s'en souvient encore, avec le désormais mythique *Ar Re Yaouank*. C'était au tout début des années 90. Depuis, il y a eu PSG (avec Soig Siberil et Jacques Palleu), la *Celtic Procession*, et puis les Guichen, en quartet, sextet ou tout simplement en duo avec son accordéoniste de frangin, Fred. Avec à chaque fois la même énergie, la même rage de vivre sa musique. Et aussi, à l'occasion, l'envie de faire entendre son propre tempo, en solo...

C'est le cas avec *Elipsenn*, sorti il y a quelques semaines. Même si l'expression « en solo » n'est pas appropriée. Pour former le Jean-Charles Guichen Groupe, le guitariste s'est entouré de Xavier Geronimi (guitare), Jean-Marc Ilien (claviers), Olivier Carole (basse), Mickaël Bourdois (batterie) et Claire Moqué (violin et voix)... un pack impeccable et expérimenté, qui domine parfaitement son sujet. Le sujet ? Les compositions du musicien, qui mêlent étroitement sonorités pop-rock ou électro et influences bretonnes... Car ces dernières sont plus présentes qu'il n'y paraît, l'oreille attentive saura déceler ici le *plinn*, là l'*an dro* ou la gavotte et, quelquefois, on se dit que les Yaouank ne sont pas si loins...

L'album demeure logiquement avec *Keys*, qui ouvre les portes sur « l'universelle » du guitariste. Puis viennent des plages plus ou moins tranquilles, plus ou moins dopées à l'énergie de la danse que ceux qui suivent les Guichen de samedi soir en samedi soir connaissent si bien. Il y a ainsi *Elipsenn*, qui donne son titre à l'album, mais aussi *Psychoz*

Selaouit

par Pierre Morvan

NICHE

Effet de mode éphémère ou tendance durable ? L'avenir nous le dira... À partir des années 80, les grands maîtres de disques, les majors comme on dit, se sont déjà gonflées en nous faisant racheter nos disques à coup de rééditions sous format CD, puis à coup de remises ou de remaniements... Puis, l'industrie du disque a fait pleurer dans les chaumières : en provoquant l'effondrement des ventes, le téléchargement pirate la mettait en très grande difficulté... Elle va aujourd'hui nous convaincre que le numérique c'est rigolo et qu'il faut réinventer dans le vinyle, et bien sûr, dans le matériel qui va avec... Il y aurait un engouement, un clan irrésistible et même un « boom »... Il y a, c'est sûr, les accros du vinyle, et le phénomène n'est pas vraiment nouveau. Pour eux, craquements et rayures, c'est le top du top, le fin du fin, bref le nirvana ! Il y a aussi les fondus des vide-greniers, tout heureux de dénicher la perle rare. Mais, au bout du compte, on est assez loin de l'explosion annoncée dans l'intention de créer une nouvelle demande, un nouveau marché. Le « boom » reste modeste : en 2014, malgré une progression réelle, le vinyle ne représentait que 2% des ventes mondiales de musiques enregistrées. Un effet de mode, cela se construisait surtout à coup de communication... et il faudra du temps pour que cela dépasse le stade de la niche pour clientèle branchouille... C'est peut-être aussi bien... il n'est pas sûr que la production bretonne, déjà dans une situation compliquée, puisse suivre. Les coûts de fabrication ne sont pas les mêmes...

ou Korail, ou encore La Vallée des Traouieros. Il y a ce curieux voisinage, qui fait « volontairement ? » suivre l'histoire celtique des *Odeurs du passé*. Et puis il y a Les Oubliés, chantée en français par Claire Moquéard : « *De mes larmes, je crée les armes et la force croît en moi*... ». Le côté Claire de la force qui habite assurément Jean-Charles Guichen ! Lequel nous révèle un autre de ses talents en réalisant l'autoproduit qui illustre la pochette. Un disque générique.

(Artez Musique,
Coop Breizh, CM2439)

LE BOUR-BODROS QUINTET 5

Comme le temps passe... Voilà bientôt dix ans que ces deux jeunes ont commencé à hanter les scènes de fest-noz et on a l'impression que c'était hier ! Débutée en duo, ponctuée par la sortie d'un premier disque en 2011, l'aventure s'est poursuivie pour aboutir au quintet que nous connaissons aujourd'hui. Timothée Le Bour (saxophones) et Youenn Bodros (accordéon diatonique) ont été rejoints par



un trio d'Erwan performant et inspire : Erwan Moal (guitares), Erwan Ménegu (flûtes traversières) et Erwan Volant (basses). Et, pour cet album, par un invité efficace aux caïebasses : Bou-bacar « Bari » Souleyman. Et la formule fonctionne aux petits oignons. Leur musique, entièrement consacrée à la danse, dédiée au plaisir – et à la sueur – des danseurs (et des danseuses, bien sûr), vous fera vibrer jusqu'au bout des orteils. Ce qui est bien le but recherché. *Hanter dro*, suite gavotte ou de Loudéac, valse, cerle circassien, valse, scottish ou polka... l'arsenal de la transe bien trempée est à portée de guibole. Composés et arrangés par les membres du groupe à

l'aune d'un travail collectif, les morceaux impressionnent par leur puissance bien dosée et leur finesse. Les influences sont multiples et parfaitement assimilées, pour produire au total un compte une musique taillée au cordeau ! Que du plaisir ! (Paker Prod, Coop Breizh)

SPONTUS An Huneour



« L'envie de repartir pour un tour s'est fait sentir... » et grand bien leur en a pris ! Un tour de danse, bien évidemment, puisque le groupe Spontus, originaire du pays Vannetais, s'est lui aussi donné pour mission de satisfaire au mieux les amateurs de danses bretonnes, de leur offrir le plaisir de la transe en danses... Le groupe a vu le jour il y a près de vingt ans et en est, avec *An Huneour*, à son cinquième album. Il réunit sur scène Yann Le Bozec à la basse et à la contrebasse, Erwan Bérenger aux guitares et les deux frères Parenthéon, Alan au violon et Youen à l'accordéon et aux claviers. La musique de Spontus, en multipliant les audaces ou plutôt les « ambigüites » propres à construire « un équilibre instable entre l'écoute et la danse », répond à ses propres codes, qui peuvent déconcerter. Elle n'en respecte pas moins l'esprit de la danse et le pas de ceux qui font résonner le parquet... *An Huneour* nous transporte dans une sorte de *tro Breizh*, sur les traces d'un épouvantail cabotin à la dégaine curieuse. C'est donc l'occasion de découvrir, à côté des habitudes tour, rondé de Loudéac ou lanié-gavotte, des danses plus rares, la rîdée de Guillac, la rîdée ouest, encore le bal de Rhuyus. Ou ce *pach-pi* au titre improbable – *Chacun ses chiottes sèches et son chaux charvris* – à répéter dix fois très vite... Spontus aime à surprendre... (Klam Records, L'Autre Distribution, KR04)

PB Services

Stages de breton



• **Juillet** : du 6 au 10 à Douarnenez, du 13 au 17 à Plomeur, du 20 au 24 à Concarneau, du 27 au 31 août à Lorient.

• **Août** : du 3 au 7 à Saint-Martin-des-Champs, du 10 au 14 à Landeleau, du 17 au 21 à Brest, du 24 au 28 août à Quimper.

Adultes tous niveaux

Formations de 5 jours selon les méthodes élaborées par Roudour à partir de la TPR (association d'un mot à un geste) et de la suggestopédie. 220 € (étudiants, demandeurs d'emploi, deuxième inscription 180 €, entreprises 550 €, CPF, plan de formation entreprise).

Contact : 6, plâser'n Swiboul-Mab-Don, 29270 Karazac roudour.com - degemer@roudoor.com - 02 98 98 75 81



• **Juillet** : du 27 au 31 à Plésidy

Tous niveaux

5 jours de stage pour apprendre à parler et prendre du plaisir à parler breton, mais aussi des rencontres inattendues avec les participants des stages de kar-ha-diskan, de danse et de musique organisés la même semaine (fest-noz le jeudi), des repas bio... 180 € (tarif réduit 155 €, entreprises 315 €, CPF, plan de formation entreprise, chèques vacances) (hébergement et repas : 145 €).

Contact : 6, hent Sant-Pier, 22720 Plojdi studi-ha-dudi.pagesperso-orange.fr studi-ha-dudi@wanadoo.fr - 02 96 13 10 69



• **Juillet** : du 6 au 10 à Rennes, du 27 au 31 à Rennes

Niveaux 0, 1, 2

35 heures, par petits groupes, avec la méthode Clufran, ludique et dynamique. 220 € (étudiants, demandeurs d'emploi 180 €, entreprises 550 €, CPF, plan de formation entreprise, chèques vacances, carte Sortir Rennes).

• **Juillet** : du 20 au 24 à Kernascledon

Stage en immersion (niveau 3)

Étudier la langue bretonne et découvrir l'un des plus beaux pays de Bretagne. 350 € (étudiants, demandeurs d'emploi 250 €, entreprises 600 €, CPF, plan de formation entreprise, chèques vacances, carte Sortir Rennes).

Contact : 25, stradae Pierre-Martin, 35000 Roazhon skolanemsav.com - degemer@skolanemsav.com - 02 98 98 75 81



Séjours de vacances 6-17 ans breton ou gallo

• L'UBAPAR recense sur son site une cinquantaine de séjours d'été pour les enfants et les ados sur l'ensemble de la Bretagne, organisés par An Oaled, la Coccoap, l'association Epal, l'Espace Jeunes de Lopertel, KEAV, Kelc'h kelietek Roazhon, Kenteliou an noz, KL.T, La Fédé, Ti Feurm Tremarqad, Le Bois du barde, Les Assemblées galleses, l'association Lutig, Studi ha dudi, Ti ar choadou, Ti Menez Are-CPTDE, Trede skola Diwan Bro Gwened. Mais ne tardez pas à inscrire vos enfants, une dizaine de séjours sont déjà complets.

Les familles peuvent bénéficier des prestations MSA, CAF, comités d'entreprises...
Dates, disponibilités, contacts et tarifs : camps-breton-gallo.ubapar.org

34

Le Peuple breton - juin 2015

LE PEUPLE BRETON / POBL VREIZH
Mensuel (51^e année)
Rédaction : BP 1 - 29850 GOUESNOU
peuple.breton@orange.fr

Directeur de la publication :
Jean-Claude Le Goualle

Rédacteur en chef :
Gael Briand

Rédacteur-adjoint :
Christian Pierre

Responsable des pages Pobl Vreizh :
Jean-Claude Le Goualle

Secrétaire de rédaction :
Jacques Dyonizak

Responsable calendrier :
Christian Pierre

Ont contribué à ce numéro :
André Métayer, Gael Briand, Ni Caoussin,

Treffina Kerran, Niag Le Gars, Maël Verot,
Kristian Guyonvarc'h, Youenn Le Lay,

Jacques Dyonizak, Erwan, Nono, Yann Flévet,
Aurélien Boule, Gael Simon, Maxime Touzé,

Rwanon Géléoc, Flac'h ar Meur,
Herve Lannuzel, Jean-Jacques Monnier,

Pierre Founel, S.K., Christophe Kergosien,
Klaod Thomas, Philippe Cousin,

Pierre Morvan, Romain Leprohon,
Mireille Le Liboux.

Correspondants :
Dans les Balkans : Jean-Arnaud Dérens

En Corse : Fabiana Giovannini

En Occitane : Gérard Tauti

En Italie : Francesco Dilaranto

Critiques de disques :
Bretagne : Pierre Morvan

Galles : Philippe Cousin

Critiques de livres :
Jean-Jacques Monnier

19, Pierre-à-Pève - 22000 Lannion

Livres en breton :
Herve Lannuzel

27, boulevard Lainiec - 35000 Rennes

Responsable de la publicité :
Romain Leprohon, au journal

Responsable de l'administratif et
de la diffusion :
Gwendal Rioual - 02 96 61 54 11

Editeur :
Presses populaires de Bretagne

CPPAP - 0717 G 86914

ISSN : 0245-9507

Dépôt légal : n°4071

Impression et routage :
Clotire imprimeries à 29600 Saint-Thonan



Abonnements, administration :
9, rue Pinot-Duclos
22000 SAINT-BRIEUC

Tarifs abonnements :
11 numéros par an (dont deux spéciaux) - 40 €

Abonnement de soutien - plus de 40 €

Chômeurs, étudiants : 20 €

Étranger : nous consulter

LE PEUPLE BRETON ADMINISTRATION

Pour toutes vos demandes relatives aux abonnements, à la diffusion ou à l'administration du Peuple breton, vous pouvez nous contacter au 02 96 61 54 11 (téléphone-répondeur) ou à peuple.breton@orange.fr.

aujourd'hui, être libre, c'est être informé



je m'abonne 1 an

au Peuple breton

pour 40 €

je reçois 1 cadeau*

je suis étudiant,

chômeur ou précaire,

je m'abonne au

Peuple breton

pour 20 €

je reçois 1 cadeau*

je suis abonné

au Peuple breton

et je souhaite offrir

1 an d'abonnement

à un de mes proches

pour 20 €

je reçois 1 cadeau*



* livre ou CD selon les stocks



Nom : Prénom :

Adresse :

Tél. :

À renvoyer à :
Le Peuple breton - 9, rue Pinot-Duclos - 22000 Saint-Brieuc



Nom/prénom du parrain/marraine :

Nom/prénom du filleul :

Adresse :

Tél. :

À renvoyer à :
Le Peuple breton - 9, rue Pinot-Duclos - 22000 Saint-Brieuc

DU 21 AU 26 JUILLET 2015

FESTIVAL CORNOUAILLE KEMPER KALON AR FEST

KEMPER EN FÊTE

CONCERTS

RESTAURATION
ET CHANTS DE MARIN

FESTOÙ-NOZ

CYBER FEST-NOZ

QUAIS EN FÊTE

LE CORNOUAILLE GOURMAND

LES RENDEZ-VOUS DU FRUGY

www.festival-cornouaille.bzh